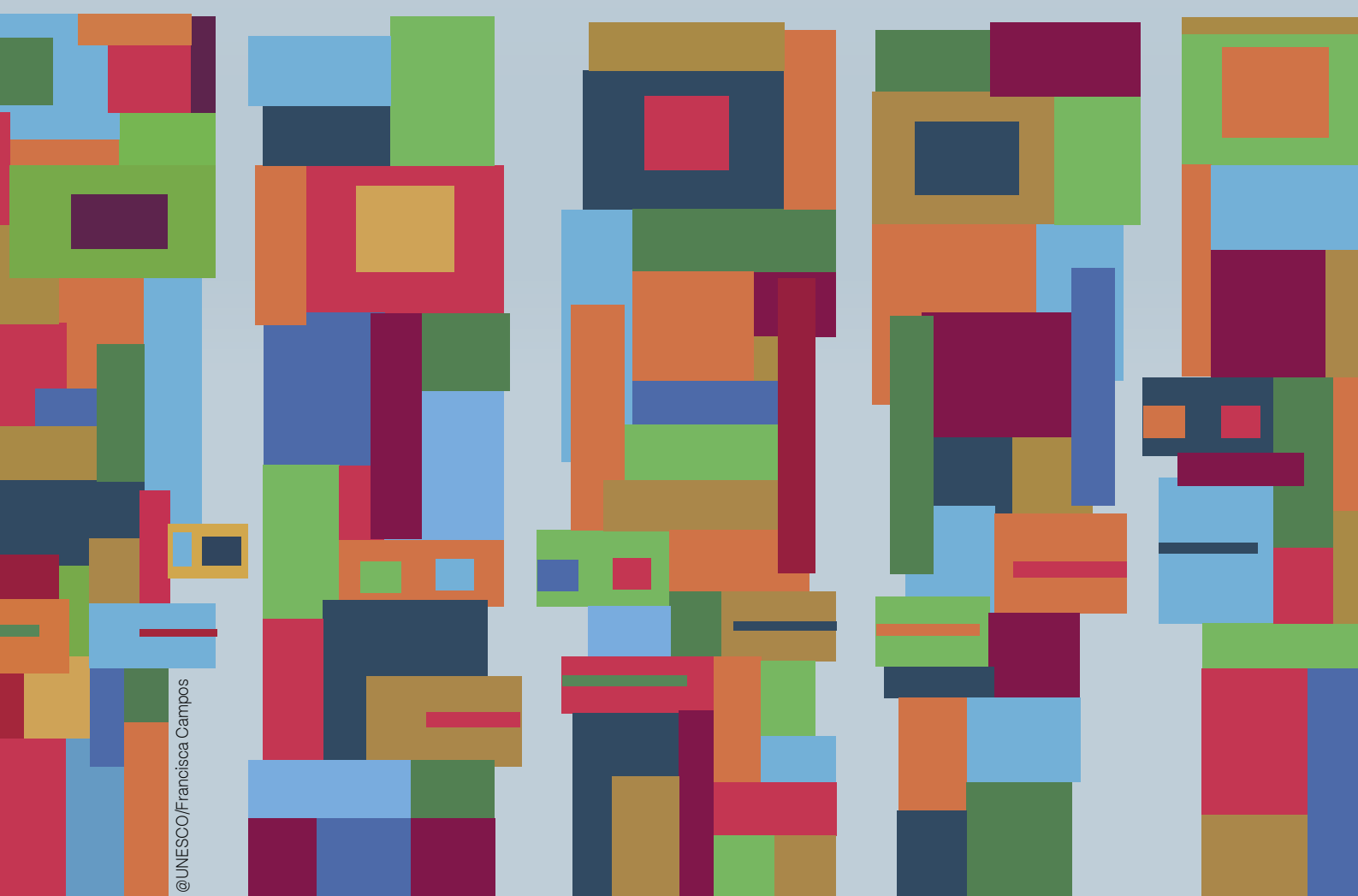


AU-DELÀ DES LIMITES

De nouvelles façons de réinventer l'enseignement supérieur



@UNESCO/Francisca Campos

L'UNESCO - un leader mondial de l'éducation

L'éducation est la priorité absolue de l'UNESCO car elle est un droit humain fondamental et le fondement de la paix et du développement durable. L'UNESCO est l'agence spécialisée des Nations Unies pour l'éducation. Elle fournit un leadership mondial et régional pour stimuler le progrès, renforcer la résilience et la capacité des systèmes nationaux à servir tous les apprenants. L'UNESCO dirige également les efforts visant à répondre aux défis mondiaux contemporains par le biais de l'apprentissage transformateur, en mettant particulièrement l'accent sur l'égalité des sexes et l'Afrique dans toutes les actions.

L'agenda mondial de l'éducation à l'horizon 2030

L'UNESCO, en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies pour l'éducation, est chargée de diriger et de coordonner l'Agenda 2030 pour l'éducation, qui fait partie d'un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté grâce à 17 objectifs de développement durable d'ici 2030. L'éducation, essentielle pour atteindre tous ces objectifs, a son propre objectif 4, qui vise à "assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous". Le cadre d'action Éducation 2030 fournit des orientations pour la mise en œuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.



Ce document a été préparé par l'UNESCO pour être présenté à la 3ème Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WHEC2022), organisée par l'UNESCO du 18 au 20 mai 2022, qui a pour objectif de renforcer la contribution des institutions et des systèmes d'enseignement supérieur dans le monde entier, dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, de son engagement à ne laisser personne de côté et de sa vision de l'avenir de l'éducation.

Le document peut être cité avec la référence suivante : UNESCO, 2022, *Au-delà des limites. De nouvelles façons de réinventer l'enseignement supérieur*. Document de travail pour la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur. 18-20 mai 2022.

© UNESCO 2022

Esta obra está disponible bajo la licencia Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC BY-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo>).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter : hed@unesco.org

Avant-propos du Sous-Directrice générale pour l'éducation

Stefania Giannini

La 3ème Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WHEC2022) se réunit à un moment où des menaces mondiales nouvelles et interconnectées se font jour. La paix est de plus en plus fragile et notre planète est gravement menacée par l'impact de l'activité humaine. La pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités. La révolution numérique bouleverse les emplois et polarise les sociétés, tout en transformant tous les aspects de notre vie, y compris l'accès à la connaissance.

L'enseignement supérieur a un rôle stratégique et irremplaçable à jouer dans la construction de sociétés plus durables, résilientes et pacifiques. Ce rôle a été reconnu lors des deux précédentes conférences mondiales qui ont eu lieu en 1998 et 2009. Elles ont permis d'accorder une plus grande attention à l'enseignement supérieur en tant que responsabilité des États et bien public.

Mais face aux défis mondiaux croissants qui menacent notre avenir commun, nous devons faire un bond en avant pour réinventer l'enseignement supérieur comme base de la construction d'un monde sûr, plus juste, démocratique et durable. WHEC2022 est l'occasion d'approfondir la conversation mondiale sur la manière d'accélérer les progrès vers l'Agenda 2030 pour le développement durable et de forger un nouveau contrat pour l'éducation dans le sillage de l'initiative Futurs de l'éducation de l'UNESCO.

Cette feuille de route, issue de multiples et larges consultations, ouvre la voie à une telle transformation. Elle envisage les trois missions de l'enseignement supérieur sous un angle nouveau : produire des connaissances par la recherche et l'innovation en adoptant des approches interdisciplinaires et transdisciplinaires ; former des professionnels accomplis qui sont aussi des citoyens à part entière capables de coopérer pour résoudre des problèmes complexes ; et agir avec un sens de la responsabilité sociale, au niveau local et mondial.

Présentée comme une contribution intellectuelle à WHEC2022, cette feuille de route exprime un appel urgent à une réflexion, un dialogue et une action transformatrice renouvelés, reconnaissant que l'éducation - y compris l'enseignement supérieur - est un droit à exercer tout au long du cycle de vie.

Il s'agit d'un document ouvert et vivant, qui invite toutes les parties prenantes de l'enseignement supérieur à façonner et à échanger des idées et des pratiques dans le cadre d'un écosystème partagé, dans des scénarios mondiaux, régionaux et nationaux. La feuille de route pose des jalons pour cocréer des systèmes d'enseignement supérieur plus ouverts, inclusifs, équitables et collaboratifs qui démocratisent l'accès et la connaissance. Elle encourage un changement des mentalités pour privilégier la coopération à la concurrence, la diversité à l'uniformité, les parcours d'apprentissage flexibles aux parcours traditionnellement structurés, l'ouverture aux points de vue plus élitistes. Toutes les sociétés ont à gagner de systèmes d'enseignement supérieur connectés qui jettent des ponts, favorisent les partenariats et fertilisent les synergies pour le développement durable, et qui utilisent la technologie de manière créative pour générer un apprentissage de haute qualité, une recherche collaborative et une mise en réseau sans frontières. En fin de compte, notre objectif commun doit être de garantir le droit à l'enseignement supérieur pour tous et de rendre les établissements responsables devant les apprenants individuels, leurs sociétés et le bien-être de notre planète en général.

Stefania Giannini

Sous-Directrice générale pour l'éducation
UNESCO

Remerciements

L'UNESCO remercie les contributions de toutes les personnes et organisations qui ont rendu possible - par la recherche, le dialogue et la consultation - la préparation de cette feuille de route. Une reconnaissance particulière est accordée aux membres du Groupe technique d'experts (TEG) de la WHEC2022, qui ont préparé des documents de référence sur les dix thèmes de la conférence et facilité la consultation de plus de 180 experts et dirigeants de toutes les régions du monde.

Au cours des derniers mois, l'UNESCO et ses partenaires ont mené un dialogue et des consultations diversifiés, dont les idées ont imprégné ce document par le biais d'experts et de points focaux directement impliqués dans la préparation de la WHEC2022 et/ou la conduite d'événements connexes.

Ce document a été enrichi par diverses initiatives de l'UNESCO sur les droits de l'homme, l'équité et l'inclusion, l'enseignement supérieur transfrontalier, la reconnaissance des qualifications, l'attention portée aux réfugiés, la science ouverte, l'apprentissage tout au long de la vie, l'enseignement technique, le développement durable, et autres. Deux initiatives récentes ont été particulièrement pertinentes pour la préparation de ce document : le rapport du Groupe mondial d'experts indépendants de l'UNESCO sur les universités et l'Agenda 2030 ([EGU2030](#)), et le rapport de la Commission internationale sur les [Futurs de l'éducation](#).

Enfin, l'UNESCO reconnaît les efforts et les résultats des institutions et des systèmes d'enseignement supérieur dans le monde entier pour améliorer l'équité et la qualité de l'ES, et sa contribution au bien-être des personnes et à la durabilité de la planète.

Contenu

	Avant-propos du Sous-Directrice générale pour l'éducation	3
	Stefania Giannini	
	Remerciements	4
	Présentation	6
	Acronymes	7
	RÉSUMÉ	8
01.	Évolution du paysage de l'enseignement supérieur	14
	1.1. Un environnement mondial en mutation	15
	1.2. Tendances des systèmes et institutions d'enseignement supérieur	17
	1.3. Impact de Covid-19	19
02.	La vision de l'enseignement supérieur de l'UNESCO	20
03.	Des principes pour façonner l'avenir de l'enseignement supérieur	24
	3.1. Inclusion, équité et pluralisme	26
	3.2. Liberté académique et participation de toutes les parties prenantes	26
	3.3. Recherche, pensée critique et créativité	26
	3.4. Intégrité et éthique	27
	3.5. Engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité sociale	27
	3.6. L'excellence par la coopération plutôt que par la compétition	27
04.	Réinventer l'enseignement supérieur	28
	4.1. Accès équitable et durable à l'enseignement supérieur	29
	4.2. Donner la priorité à une expérience d'apprentissage holistique pour les étudiants	31
	4.3. Inter- et Intra-disciplinarité : Dialogue ouvert entre diverses perspectives	32
	4.4. Approche de l'apprentissage tout au long de la vie au service des jeunes et des adultes	33
	4.5. Système intégré avec diversité des programmes et parcours d'apprentissage flexibles	33
	4.6. La technologie au service d'un enseignement, d'un apprentissage et d'une recherche efficaces	34
05.	Sección 5. Naviguer vers 2030 et au-delà	35
	5.1. Des objectifs ambitieux et un suivi attentif des progrès accomplis dans leur réalisation	37
	5.2. L'assurance qualité et l'amélioration continue dans le domaine de l'enseignement supérieur	37
	5.3. Parcours d'apprentissage flexibles, reconnaissance, mobilité et internationalisation	38
	5.4. Recherche et innovation en matière d'enseignement supérieur associées au développement des capacités	38
	5.5. Production, diffusion et utilisation renouvelées des données de l'enseignement supérieur	39
	5.6. Conversations et collaborations mondiales sur l'enseignement supérieur	40
	5.7. La coopération internationale au service d'objectifs communs	41
	5.8. Un calendrier pour les années à venir	41

Présentation

Ce document propose une feuille de route pour réinventer l'enseignement supérieur (ES) dans les années à venir. Tout d'abord, il décrit le paysage en évolution des institutions et des systèmes d'enseignement supérieur (première section), y compris l'impact de la pandémie de Covid-19. Pour cela, il souligne les défis et les opportunités associés aux menaces globales auxquelles l'humanité et la planète sont confrontées, ainsi que les changements majeurs survenus dans le domaine de l'ES au cours de la dernière décennie. La vision de l'ES de l'UNESCO est présentée (section deux) et six principes sont identifiés pour façonner l'avenir de l'ES (section trois). Sur la base de la vision de l'UNESCO et de ces principes, six défis majeurs doivent être relevés pour réinventer l'ES (section quatre), qui nécessitent des transitions ou des transformations importantes. Enfin, le document identifie plusieurs approches pratiques pour progresser, en transformant le dialogue en action et en résultats (section cinq). Cette dernière section contient un calendrier avec plusieurs initiatives mondiales pour continuer à aller de l'avant en repensant, réimaginant et réinventant l'ES. La feuille de route est résumée dans les cinq premières pages de ce document, puis présentée en détail dans les sections un à cinq.

Une feuille de route pour l'ES doit tenir compte de deux échéances aux niveaux national, régional et mondial dans les années à venir. Le premier est donné par [l'Agenda 2030 pour le développement durable](#) : les 17 ODD et leurs cibles. Le [cadre d'action Éducation 2030](#) a été élaboré dans ce contexte. Les établissements d'enseignement supérieur (EES) ont un triple rôle à jouer : atteindre leurs propres objectifs concernant l'ODD 4, contribuer à la qualité de l'apprentissage et à l'inclusion pour l'ensemble du système éducatif, et servir (par des approches interdisciplinaires et collaboratives dans les programmes d'éducation et de recherche) à la réalisation de tous les ODD.

La WHEC2022 se situe approximativement à mi-chemin de l'Agenda 2030 pour le développement durable et du Cadre d'action Éducation 2030. Tout en reconnaissant les nombreuses initiatives positives impliquant l'ES jusqu'à présent, il reste encore beaucoup à faire, comme le révèle le [rapport EGU2030](#), lancé plus tôt cette année.

La deuxième échéance pertinente est fournie par le [rapport sur les Futurs de l'éducation](#), lancé en novembre 2021. Ce document souligne que l'éducation a un rôle essentiel à jouer dans la construction d'un avenir partagé, interdépendant et collectif. Il appelle à l'élaboration d'un nouveau contrat social pour l'éducation à l'horizon 2050 et souligne le rôle clé des EES dans tous les aspects de ce contrat.

Cette feuille de route est présentée lors de la 3ème Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WHEC2022) en tant que **version de travail** pour encourager la réflexion et le débat entre toutes les parties prenantes liées à l'enseignement supérieur à travers des scénarios mondiaux, régionaux et nationaux. Il s'agit d'une contribution à l'approfondissement d'une conversation mondiale sur la réinvention de l'enseignement supérieur, qui sera enrichie par les idées et les pratiques partagées pendant la conférence et au-delà.

Acronymes

AI	<i>Artificial intelligence</i> (Intelligence artificielle)
EGU2030	Groupe mondial d'experts indépendants sur les universités et l'agenda 2030
EIU	<i>Economist Intelligence Unit</i>
EQRP	<i>European Qualifications Passport for Refugees</i> (Passeport Européen des Qualifications des Réfugiés)
GUNI	<i>Global University Network for Innovation</i>
ES	Enseignement Supérieur
EES	Établissement d'enseignement supérieur
IAU	<i>International Association of Universities</i> (Association internationale des universités)
IESALC	Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes
ISCED	<i>International Standard Classification of Education</i> (Classification internationale type de l'éducation)
IoT	Internet des objets
IT	<i>Information Technology</i> (Technologie de l'information)
MOOC	Cours en ligne ouvert et massif
ODD	Objectifs de développement durable
STEM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
TEG	Technical Expert Group (Groupe technique d'experts)
EFTP	Éducation et formation techniques et professionnelles
UFN	<i>University of the Future Network</i> (Réseau des universités du futur)
NU	Nations Unies
UNAI	United Nations Academic Impact
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UQP	Passeport Qualifications
WAHED	Journée mondiale de l'accès à l'enseignement supérieur
WHEC2022	Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur 2022

RÉSUMÉ

Évolution du paysage de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur (ES) a connu des changements substantiels depuis la deuxième Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur qui s'est tenue en 2009. Ces changements ont eu un impact sur les contextes mondiaux, régionaux et nationaux ; certains d'entre eux ont créé de nouvelles opportunités tandis que d'autres ont généré de nouveaux défis.

Le changement climatique et la perte de biodiversité constituent peut-être la plus grande menace pour l'avenir de la planète et de l'homme. Malgré des avertissements récurrents et une sensibilisation accrue depuis les années 1980, les efforts déployés pour mettre en œuvre des politiques respectueuses de l'environnement, réduire la consommation d'énergie et utiliser des sources d'énergie renouvelables se sont révélés insuffisants. En 2015, les 193 États membres des Nations unies ont approuvé à l'unanimité les [objectifs de développement durable](#) (ODD), qui constituent un cadre d'engagements politiques visant à mettre fin à la pauvreté d'ici à 2030 et à assurer un avenir durable, ce qui implique de vaincre la pauvreté et l'égalité, ainsi que de construire des sociétés sûres et cohésives et de prendre soin de la planète. L'ODD 4 vise à **“ne laisser personne de côté”** en termes d'accès et de qualité de l'éducation. Cela définit le rôle important des établissements d'enseignement supérieur (EES) s'ils renforcent leur engagement envers les 17 ODD par le biais de leur enseignement, de leur recherche et de leur engagement avec la société. Cet Agenda 2030 a des liens complexes avec toutes les menaces mentionnées ci-dessous.

La persistance des conflits armés est une autre grande menace. Le monde est devenu moins sûr au cours de la dernière décennie. La situation politique dans de nombreux pays et régions reste incertaine, exposée à la violence et aux affrontements armés, ce qui met en péril les progrès réalisés jusqu'ici pour rejeter la guerre comme moyen acceptable de résolution des conflits. Les menaces que représentent les conflits régionaux et ethniques, le nombre croissant de communautés déplacées, l'augmentation de la pauvreté, l'accroissement des inégalités économiques et l'augmentation des niveaux de criminalité et de corruption se conjuguent pour exercer de fortes pressions sur les institutions politiques et sociales de toutes sortes, y compris les EES.

L'inégalité des revenus est un troisième grand défi pour les sociétés humaines. Dans le monde entier, les disparités de revenus se sont rapidement accrues, tant au sein des nations qu'entre elles, car les populations ont bénéficié de manière différente de l'essor de l'économie mondiale. Un accès équitable au l'ES et aux opportunités du marché du travail est indispensable pour atténuer les inégalités et les problèmes sociaux qui en découlent.

Le déclin général de la démocratie est une quatrième source d'inquiétude majeure, 2021 étant la quinzième année consécutive de recul de la liberté à travers le monde. Selon [l'indice de démocratie](#) calculé par l'Economist Intelligence Unit (EIU), la part de la population mondiale vivant dans des démocraties à part entière a baissé de 12,3 pour cent en 2010 à 6,4 pour cent en 2021. Cela signifie moins de liberté académique, moins de pensée indépendante, moins d'autonomie institutionnelle et moins de tolérance à l'égard de la recherche sur des questions socialement sensibles (genre, race, décolonisation du curriculum, etc.).

Changer les systèmes et les institutions d'enseignement supérieur

L'expansion accompagnée de disparités persistantes a caractérisé l'ES l'enseignement supérieur au cours des dernières décennies. Cependant, malgré l'expansion spectaculaire qui se produit dans de nombreuses régions de la planète, de graves disparités persistent dans l'ES, en particulier dans les pays du Sud. Le problème n'est pas seulement un problème d'accès. Les étudiants issus de groupes traditionnellement sous-représentés ont également des taux de succès plus faibles. Ils sont généralement inscrits dans des EES moins prestigieux, ce qui

signifie moins d'opportunités sur le marché du travail. L'augmentation des frais de scolarité et le nombre élevé d'EES privés dans de nombreuses régions du monde sont des sources majeures de disparités en matière d'accès et de réussite dans les EES.

Les dernières décennies ont également été marquées par une croissance de **l'internationalisation de l'enseignement supérieur**. A égalité avec le nombre d'étudiants inscrits, la mobilité internationale des étudiants a augmenté à un rythme sans précédent. Ces tendances ont conduit à l'élaboration de **conventions de reconnaissance régionales** de "deuxième génération" ainsi que de la **Convention mondiale de 2019** sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, afin de contribuer à faire de la reconnaissance, de la mobilité et de la coopération interuniversitaire une réalité pour des millions de personnes, y compris les apprenants à distance et les réfugiés. Dans le même temps, l'enseignement à distance et d'autres formes d'ES transfrontalier contribuent à une augmentation de la mobilité universitaire virtuelle, avec tous les défis que ces nouvelles formes d'offre présentent pour les régulateurs et l'assurance qualité.

Les technologies jouent un rôle de plus en plus central dans l'enseignement supérieur. Les avancées technologiques comprennent les développements rapides de la puissance des ordinateurs et de la portée de l'Internet, alimentés par les progrès de l'intelligence artificielle (IA), de l'internet des objets (IoT) et de l'automatisation. Elles ont transformé l'enseignement, l'apprentissage et la recherche, ainsi que la mise en réseau et la collaboration au sein des nations et entre elles. La **science ouverte** et l'éducation ouverte peuvent soutenir la démocratisation des connaissances en utilisant des contenus, des bases de données et des résultats de recherche gratuits en ligne afin de garantir un accès immédiat à l'information pour tous. En même temps, la dépendance accrue à l'égard des informations numériques et des technologies de communication avancées pose des problèmes de qualité, qui peuvent se traduire par de faibles taux de rétention, et comporte le danger d'une fracture numérique croissante, comme on a pu le constater pendant la pandémie.

Les systèmes de financement changent. De nombreux systèmes d'enseignement supérieur sont contraints de fonctionner avec des investissements publics insuffisants, notamment en Afrique, en Asie centrale et en Amérique latine. En outre, la dernière décennie a été marquée par des changements importants dans la manière dont les gouvernements allouent les ressources aux EES. Trois tendances peuvent être notées : premièrement, le recours accru à des mécanismes d'allocation fondés sur les performances ; deuxièmement, l'introduction de programmes ciblés de gratuité des frais de scolarité ; troisièmement, le lancement d'initiatives d'excellence académique pour soutenir la création d'universités de classe mondiale. Mais dans de nombreux pays, au lieu que l'ES soit progressivement financé par des sources publiques et soit donc gratuit pour les étudiants, la tendance dominante a été d'augmenter les frais d'inscription et les autres coûts indirects.

Les mécanismes de reddition des comptes au sein des institutions et des systèmes d'enseignement supérieur se sont complexifiés pour donner la priorité à la qualité et/ou faciliter la flexibilité de l'apprentissage. Certains systèmes sont en train de changer pour mettre l'accent sur les résultats d'apprentissage, l'employabilité, la diversité et l'inclusion. Parallèlement, l'augmentation substantielle du nombre d'EES et la diversité des offres de programmes, y compris par des moyens numériques en format virtuel, ont exercé une pression accrue sur l'assurance qualité aux niveaux national et institutionnel. Pour faciliter la reconnaissance des qualifications dans un système d'ES de plus en plus diversifié, plus de 60 pays ont mis en place des cadres nationaux de qualifications qui cherchent à catégoriser les différentes formes et niveaux de qualifications avec des résultats d'apprentissage clairement définis pour chaque niveau. Il s'agit de points de référence essentiels pour l'apprentissage tout au long de la vie et la reconnaissance des qualifications au-delà des frontières.

Impact de Covid-19

L'épidémie de Covid-19 a changé le monde d'une manière sans précédent. Si de nombreuses institutions ont réussi à passer très rapidement à l'enseignement en ligne et ont fait de leur mieux pour assurer la continuité de l'enseignement, la fracture numérique et le manque de préparation à l'enseignement en ligne ont accru les

disparités éducatives dans certaines régions et créé une détresse sociale aiguë, en particulier chez les étudiants vulnérables. La pandémie a révélé la nécessité de modifier en profondeur les modèles économiques des systèmes et des établissements d'enseignement supérieur afin d'accroître leur résilience. La pandémie a également souligné que des infrastructures informatiques solides et des programmes d'aide financière complets sont indispensables pour favoriser l'inclusion.

La vision de l'enseignement supérieur de l'UNESCO

L'éducation est un **droit qui doit être exercé tout au long du cycle de vie** et qui comprend différentes manières de répondre aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes, y compris l'ES. L'UNESCO considère l'offre d'ES comme une activité visant à favoriser l'équité et la répartition égale des chances.

Les EES sont chargés de trois grandes missions : la **production de connaissances** par la recherche scientifique, **l'éducation des personnes**, au sens large du terme, et la **responsabilité sociale**, qui n'est pas un ajout aux deux missions précédentes. La responsabilité sociale est intimement liée aux deux premières missions et se traduit par des actions d'ouverture sociale adaptées au contexte de chaque EES.

Les EES apportent des contributions importantes en matière de production de connaissances, mais la spécialisation disciplinaire ne suffit pas pour aborder les nombreuses questions complexes qui nécessitent des **approches transdisciplinaires** et une capacité à penser et à travailler en s'enracinant dans différentes perspectives disciplinaires. En outre, les EES doivent former des **professionnels** équilibrés qui sont aussi des citoyens à part entière capables de coopérer pour résoudre des problèmes complexes. La responsabilité sociale doit être **intégrée dans l'ADN** des EES. Les EES ne peuvent se permettre d'ignorer les grandes questions contemporaines telles que l'inégalité et la durabilité. Ces préoccupations doivent se traduire par des **pratiques institutionnelles** qui respectent les principes des droits de l'homme (politiques internes d'égalité des sexes, diversité des perspectives dans chaque programme, politiques protégeant la liberté d'expression et de recherche).

L'UNESCO reconnaît que l'ES est réalisé par des **institutions** (universités, universités de sciences appliquées, institutions polytechniques, collèges, écoles, instituts, écoles des beaux-arts, etc.), qui peuvent adopter différentes manières d'aborder leurs missions : accent sur l'enseignement professionnel, combinaison de l'enseignement professionnel avec des activités orientées vers la production de connaissances, souci de leur environnement local, présence sur la scène mondiale ; accent sur les cadres organisationnels conventionnels, adoption de schémas opérationnels flexibles ; orientation vers des activités disciplinaires, intérêt pour la résolution de problèmes, etc.

L'UNESCO considère l'ES comme une partie intégrante du droit à l'éducation et un bien public, ce qui se traduit par la réalisation des trois missions des EES et la mise en œuvre des principes et valeurs démocratiques. L'ES doit devenir un système intégré où la diversité permet de créer des parcours différents et flexibles pour les jeunes et les adultes. Les EES doivent transcender les frontières disciplinaires, professionnelles, épistémiques, réputationnelles et institutionnelles. L'objectif est d'élargir les possibilités d'éducation, d'encourager l'excellence professionnelle et de former des citoyens à part entière engagés au nom de la justice sociale et la durabilité.

Des principes pour façonner l'avenir

Dans le cadre général du droit à l'éducation et de l'accomplissement d'une mission de bien public alignée sur les ODD, les systèmes et institutions d'enseignement supérieur peuvent être guidés par six principes clés à l'horizon 2030, en établissant un nouveau contrat social pour l'enseignement supérieur, comme le propose le [rapport sur les Futurs de l'éducation](#) :

- **Inclusion, équité et pluralisme.** Parvenir à une plus grande inclusion et promouvoir le pluralisme dans l'enseignement supérieur et la formation professionnelle est un impératif de justice sociale, un objectif reflété dans la cible 4.3 des ODD sur "l'accès égal à un enseignement technique, professionnel et supérieur abordable". Des systèmes d'éducation et de formation efficaces où les opportunités sont équitablement réparties sont la base du développement durable et de la construction de sociétés équitables, pacifiques et démocratiques.
- **Liberté académique et participation de toutes les parties prenantes.** Les EES sont bien placés pour offrir un espace sûr permettant d'exprimer une diversité d'opinions et de s'engager avec la société dans des débats publics sur des questions complexes. Il est essentiel de protéger la liberté académique des enseignants et des étudiants contre toute ingérence politique. Cela exige un degré élevé d'autonomie institutionnelle ainsi qu'un équilibre adéquat entre l'autonomie et la responsabilité publique.
- **Recherche, pensée critique et créativité.** Les EES ont la responsabilité unique d'enseigner comment distinguer les preuves réelles des informations fabriquées et comment appliquer le savoir à la résolution de problèmes dans tous les domaines de la vie. Les compétences de recherche de la vérité devraient être au cœur de chaque programme d'études à tous les niveaux d'enseignement, y compris dans les EES. L'ES a le pouvoir de renforcer la créativité, d'enflammer l'imagination et de promouvoir la pensée divergente, préparant ainsi les étudiants à trouver des solutions innovantes pour relever les défis mondiaux.
- **Intégrité et éthique.** Les EES doivent mettre l'accent sur les valeurs et les comportements éthiques afin de promouvoir l'honnêteté, la tolérance et la solidarité. Tous les diplômés doivent être préparés à devenir des professionnels qui sont des agents de la responsabilité sociale, des champions de la durabilité, et des citoyens aspirant à la justice sociale.
- **Engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité sociale.** Grâce à la formation, à la recherche et aux engagements avec les communautés locales, nationales, régionales et mondiales, tous les établissements d'enseignement supérieur peuvent contribuer activement à la construction d'un monde plus durable. Se comporter de manière socialement responsable est essentiel au développement de l'économie verte et au bien-être de la société.
- **L'excellence par la coopération plutôt que par la compétition.** Les universités et les autres types d'établissements d'enseignement supérieur peuvent accomplir leurs missions éducatives plus efficacement grâce à la coopération et à la solidarité. Cela permet de travailler de manière interdisciplinaire, de mettre en commun les ressources scientifiques entre les unités et les établissements universitaires, de partager les connaissances et les expériences par le biais de réseaux professionnels au niveau national et international afin de réaliser des synergies.

Réinventer l'enseignement supérieur

Le statu quo n'est ni suffisant ni acceptable pour garantir que les gens exercent pleinement leur droit à l'enseignement supérieur dans des sociétés libres, pacifiques et équitables. L'UNESCO appelle d'urgence à des changements substantiels permettant de réimaginer notre avenir et de définir des voies claires pour améliorer les expériences et les résultats de l'éducation pour tous. Ces voies doivent impliquer toutes les parties prenantes de l'enseignement supérieur.

Sur la base de la vision de l'UNESCO et des principes énoncés ci-dessus, cette feuille de route identifie six défis majeurs qui doivent être relevés pour réinventer l'ES. Il s'agit notamment des transitions et transformations suivantes :

- D'une vision de l'ES comme étant élitiste, discriminatoire et parfois éloignée de ses responsabilités publiques, à la mise en œuvre des droits des personnes à l'éducation comme faisant partie des droits de l'homme, grâce à un **accès équitable, bien financé et durable**. La soif d'apprentissage est un attribut essentiel de l'espèce humaine, et tout individu a droit à des opportunités éducatives qui garantissent son droit à apprendre. Pour que cela devienne une réalité dans les politiques et les pratiques, il faut prendre en compte les problèmes d'accès, d'équité et de discrimination, de financement et de gouvernance.
- Passer d'une emphase restrictive sur la formation disciplinaire ou professionnelle à une **expérience d'apprentissage holistique pour les étudiants**. Les EES doivent se considérer avant tout comme des établissements d'enseignement, garantissant à chaque étudiant une expérience d'apprentissage riche et diversifiée (non exclusivement limitée à la discipline ou aux composantes instrumentales de la pratique professionnelle) qui favorise les valeurs démocratiques et l'enrichissement intellectuel des êtres humains.
- Du cloisonnement disciplinaire à **l'inter- et à la transdisciplinarité**, au dialogue ouvert et à la collaboration active entre diverses perspectives. L'ES devrait doter les étudiants des capacités à s'engager dans un dialogue interdisciplinaire et des bases, attitudes et habitudes permettant de reconnaître humblement les limites de leurs propres disciplines et domaines de spécialisation et de les transcender.
- De l'hypothèse selon laquelle l'ES vient immédiatement après l'enseignement secondaire à une **approche d'apprentissage tout au long de la vie** visant à répondre aux divers besoins éducatifs des jeunes et des adultes. L'ES est déjà en train de changer car de plus en plus de pays offrent des possibilités d'entrée et de sortie multiples. L'adoption d'une perspective d'apprentissage tout au long de la vie et l'offre de **parcours d'apprentissage flexibles** constituent un cadre plus cohérent et plus riche pour répondre aux besoins d'apprentissage des êtres humains.
- Passer d'une multitude d'institutions et de programmes hiérarchisés et faiblement connectés à un **système intégré avec une diversité de programmes** et des parcours d'apprentissage flexibles les reliant afin d'élargir les opportunités éducatives pour les jeunes et les adultes et d'éviter les impasses. Des mécanismes de reconnaissance prenant en compte tous les types de programmes (formels, non formels, informels ; sur le campus, hybrides, en ligne) ainsi que la possibilité de transferts entre institutions et programmes doivent être encouragés par le biais de cadres de qualifications complets, de normes de pratique, et de mécanismes d'évaluation souples.
- D'un modèle industriel d'enseignement à des **expériences d'apprentissage supérieur pédagogiquement informées et technologiquement enrichies** où les apprenants gèrent leurs propres parcours d'apprentissage. L'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, l'analyse des données, les plateformes collaboratives, la réalité virtuelle, l'internet des objets et la technologie des grands livres de distribution offrent des moyens prometteurs d'améliorer et d'enrichir l'enseignement, l'apprentissage et la recherche, sur le campus et à distance. La technologie est un support pour la pédagogie, et une pédagogie efficace garantit l'apprentissage et la technologie.

Naviguer vers 2030 et au-delà

Pour se réinventer, les systèmes et institutions d'enseignement supérieur doivent renouveler leur réflexion, leur dialogue, leurs décisions et leurs actions. À travers leurs trois missions principales, les EES doivent remplir leurs devoirs publics en contribuant à construire des sociétés qui surmontent les défis découlant du paysage actuel en pleine évolution.

La WHEC2022 est l'occasion **d'approfondir une conversation mondiale** par le biais de valeurs démocratiques communes et d'un engagement envers les objectifs publics de l'ES afin de construire ensemble des futurs partagés dans un seul écosystème mondial : plus sûr, plus juste, plus démocratique et plus durable. Dans le même temps,

nous créons également des espaces pour la diversité et le pluralisme par le biais de feuilles de route locales, voire institutionnelles. Les groupes locaux (dans les régions, les pays ou les institutions) devraient évaluer leur propre situation et leurs défis - par rapport aux caractéristiques d'une feuille de route mondiale partagée - et définir leurs propres priorités, objectifs et voies d'action pour atteindre ces objectifs.

Pour avancer, nous devons conserver un sentiment d'urgence : soit nous agissons maintenant, soit l'humanité et la planète risquent de se retrouver face à un abîme. Conformément aux principes et aux transformations mentionnés précédemment, nous proposons quelques approches pratiques pour progresser, en transformant le dialogue en action et en résultats : (i) des objectifs ambitieux et un suivi attentif des progrès réalisés ; (ii) l'assurance qualité et l'amélioration continue de l'ES ; (iii) des parcours d'apprentissage flexibles, la reconnaissance, la mobilité et l'internationalisation ; (iv) la recherche et l'innovation dans l'ES associées au développement des capacités ; (v) une production, diffusion et utilisation renouvelées des données de l'ES ; (vi) une conversation et une collaboration mondiales sur l'ES ; (vii) une coopération internationale pour soutenir les objectifs communs ; (viii) un calendrier pour les années à venir.

En ce qui concerne le calendrier des années à venir, cette feuille de route propose de lancer les initiatives mondiales suivantes, articulées avec les efforts régionaux et nationaux. Au cours de l'année 2022, (i) développer des initiatives post-conférence pour diffuser les résultats de la WHEC2022 et promouvoir davantage le dialogue aux niveaux national, régional et mondial ; et (ii) diffuser une version actualisée de la **feuille de route de l'ES** d'ici début 2023.

Entre 2022 et 2025, (i) activer une **initiative intersectorielle d'ES** dirigée par l'UNESCO pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'ES (dans le cadre de l'ODD 4) et la contribution des EES à tous les ODD, et commencer à construire des objectifs renouvelés de l'ES pour l'année 2050 ; et (ii) canaliser les mécanismes pour alimenter les agendas des membres et de toutes les parties prenantes liées à l'ES.

Entre 2023 et 2026, (i) lancer un processus de renforcement de la collecte de données et du suivi des objectifs d'ES ; et (ii) développer une plateforme mondiale (articulant les efforts régionaux) pour faciliter la production de connaissances et le partage de bonnes pratiques.

En 2027, organiser un **Forum d'ES à mi-parcours** en ligne pour promouvoir l'engagement de diverses parties prenantes dans et entre les régions. En 2030, définir les objectifs et les cibles de l'enseignement supérieur en tenant compte des futurs de l'éducation et des objectifs de l'année 2050. En 2032, organiser la 4th Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (**WHEC2032**).

Section 1.

Évolution du paysage de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur (ES) a connu des changements substantiels depuis la 2nd Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur qui s'est tenue en 2009. Certains de ces changements ont créé de nouvelles opportunités tandis que d'autres ont apporté de nouveaux défis. Ce qui suit synthétise les principaux changements mondiaux qui ont un impact sur l'ES, examine les tendances significatives et, enfin, souligne les implications de la pandémie de Covid-19.

1.1. Un environnement mondial en mutation

Le changement climatique et la perte de biodiversité constituent peut-être la plus grande menace pour l'avenir de la planète et de l'humanité. Malgré des avertissements répétés et une sensibilisation accrue depuis les années 1980, les efforts déployés pour mettre en œuvre des politiques respectueuses de l'environnement, réduire la consommation d'énergie et utiliser des sources d'énergie renouvelables se sont révélés insuffisants. De nombreuses nations et leurs citoyens continuent d'afficher une attitude de statu quo et de dépendre sans limites des combustibles fossiles. Il existe désormais un risque sérieux d'atteindre des points de basculement mondiaux et locaux en matière de climat et de biodiversité. L'année 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, et 1 million d'espèces sont menacées d'extinction. Le changement climatique et la perte de biodiversité impliquent non seulement un risque accru en termes d'événements extrêmes tels que les vagues de chaleur, les périodes de froid, la sécheresse, les incendies de forêt, les inondations, les avalanches et l'élévation du niveau de la mer, mais constituent également - directement ou indirectement - une menace majeure pour la santé humaine, entraînant des migrations forcées, une baisse de la production alimentaire, l'insécurité de l'approvisionnement en eau, la mise en danger des services écosystémiques indispensables à la vie et l'augmentation des disparités sociales.

En 2015, les 193 États membres des Nations unies ont approuvé à l'unanimité les [objectifs de développement durable](#) (ODD), qui constituent un cadre d'engagements politiques visant à mettre fin à la pauvreté d'ici 2030 et à assurer un avenir durable. Les ODD sont directement ou indirectement associés aux grands défis liés non seulement au changement climatique, à la perte de biodiversité et à l'épuisement des ressources naturelles, mais aussi à la pauvreté, à l'insécurité et aux inégalités. L'ODD 4 affirme l'objectif de "ne laisser personne de côté" en termes d'accès et de qualité de l'éducation.

Cependant, l'engagement officiel de la communauté mondiale n'a pas été suivi de suffisamment d'actions concrètes pour faire une différence fondamentale, et les progrès vers la réalisation des ODD ont été inégaux. Le [rapport mondial sur le développement durable 2022](#) souligne que " l'influence humaine sur le climat de la Terre est devenue sans équivoque, de plus en plus apparente et généralisée... Les changements actuels du système climatique et ceux attendus à l'avenir auront de plus en plus d'impacts significatifs et délétères sur les systèmes humains et naturels.¹ ". Les établissements d'enseignement supérieur (EES) ont un rôle important à jouer s'ils renforcent leur engagement envers les 17 ODD par le biais de leur enseignement, de leur recherche et de leur engagement dans l'économie et la société. L'Agenda 2030 a des liens complexes avec toutes les menaces mentionnées dans cette section.

La persistance des conflits armés est une autre grande menace, et le monde est devenu moins sûr au cours de la dernière décennie. Comme l'a récemment déclaré le Secrétaire général des Nations unies, "la guerre est mauvaise"², et il en est ainsi dans le passé, le présent et l'avenir. La situation politique dans de nombreux pays et régions reste incertaine, en raison de la violence et des affrontements armés, ce qui met en péril les progrès réalisés au cours des dernières décennies pour bannir la guerre comme moyen légitime de régler les conflits. Les menaces que font peser les conflits régionaux et ethniques, le nombre croissant de communautés déplacées, l'aggravation de la pauvreté, l'accroissement des inégalités économiques et l'augmentation des niveaux de criminalité et de corruption se conjuguent pour exercer de fortes pressions sur les institutions politiques et sociales de toutes sortes, y compris les EES. Les conflits internes et ethniques, qui avaient considérablement diminué à la fin de la guerre froide, ont à nouveau proliféré au cours des dix dernières années. Pas moins de 56 conflits actifs ont été

1. Changement climatique 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Rapport du Groupe indépendant de scientifiques nommé par le Secrétaire général des Nations Unies, 2022, p. 40 https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_FinalDraft_FullReport.pdf

2. Guterres en Ukraine : La guerre est "mauvaise" et inacceptable, il appelle à la justice | UN News

enregistrés en 2020, dont huit sont des guerres à grande échelle, touchant plus particulièrement l’Afrique, les pays de l’ancienne Union soviétique et les nations attaquées par le soi-disant État islamique. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR) estime³ qu’à la fin de 2020, au moins 82,4 millions de personnes dans le monde ont été contraintes de fuir leur foyer, soit une personne sur 95 personnes vivantes. Parmi elles, on compte près de 26,4 millions de réfugiés, dont la moitié a moins de 18 ans. Le nombre de personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays a atteint 48 millions. Seuls environ 5 pour cent des réfugiés de la cohorte d’âge de référence ont accès à l’ES. Dans ce contexte, les EES doivent se préparer aux situations d’urgence et renforcer leur capacité à accueillir un plus grand nombre d’étudiants réfugiés. Grâce à l’internationalisation et aux valeurs partagées de coexistence pacifique et de tolérance, les EES peuvent contribuer à réduire les conflits.

L’inégalité des revenus est un troisième grand défi pour les sociétés humaines. Dans le monde entier, les disparités de revenus se sont rapidement accrues, tant au sein des nations qu’entre elles, car les gens ont bénéficié de manière différente de l’essor de l’économie mondiale. Dans un monde où les 10 pour cent les plus riches de la population mondiale possèdent 52 pour cent de la richesse totale, tandis que la moitié la plus pauvre n’en possède que 8 pour cent, l’inégalité des revenus se traduit par des asymétries de pouvoir qui sapent les fondements des sociétés démocratiques. Dans de nombreux pays, les disparités sociales et la pauvreté ont entraîné une forte augmentation de la criminalité et de l’anarchie. Un accès équitable à l’ES et aux opportunités du marché du travail est indispensable pour atténuer les inégalités et les problèmes sociaux qui en découlent.

Le déclin général de la démocratie est une quatrième source majeure d’inquiétude, 2021 étant la quinzième année consécutive de déclin de la liberté à travers le monde. Selon [l’indice de démocratie](#) calculé par l’Economist Intelligence Unit (EIU), la part de la population mondiale vivant dans des démocraties à part entière a diminué, passant de 12,3 pour cent en 2010 à 6,4 pour cent en 2021, en raison d’une baisse du nombre de pays pleinement démocratiques, qui a baissé de 26 à 21 au cours de la même période, tandis que le nombre de démocraties imparfaites est resté stable à 53, ce qui signifie que 5 pays ont été classés dans la catégorie “autoritaire”. Cela signifie qu’il y a moins de liberté académique, moins de pensée indépendante dans la recherche de la vérité, moins d’autonomie institutionnelle et moins de tolérance à l’égard de la recherche sur des questions socialement sensibles (genre, race, décolonisation des programmes, etc.).

3. L’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Tendances mondiales des déplacements forcés en 2020. Les chiffres en un coup d’œil. <https://www.unhcr.org/figures-at-a-glance.html>

1.2. Tendances des systèmes et institutions d'enseignement supérieur

Outre l'impact des problèmes mondiaux évoqués ci-dessus, plusieurs tendances importantes ont conduit à la transformation des systèmes et des institutions d'enseignement supérieur : (i) l'expansion rapide du nombre d'étudiants avec des disparités persistantes ; (ii) l'internationalisation ; (iii) le rôle croissant des technologies avancées ; (iv) les changements dans les approches de financement ; et (v) des cadres de responsabilité plus complexes.

L'expansion avec des disparités persistantes a caractérisé l'ES au cours des dernières décennies. Alors qu'en 1970, les effectifs totaux de l'enseignement supérieur dans le monde représentaient environ un dixième de la cohorte d'âge de référence, ce chiffre est passé aujourd'hui à 40 pour cent, soit une participation mondiale de 235 millions d'étudiants. Cependant, malgré l'expansion spectaculaire qui s'est produite dans de nombreuses parties de la planète au cours des dernières décennies, de graves disparités persistent dans l'enseignement supérieur, en particulier dans le Sud. Par exemple, le taux de scolarisation varie de moins de 10 pour cent de la cohorte d'âge en Afrique subsaharienne à près de 80 pour cent en Europe et en Amérique du Nord. Les statistiques disponibles montrent qu'une grande proportion d'étudiants en ES appartient toujours aux groupes les plus riches de la société. Le problème n'est pas seulement une question d'accès. Les étudiants issus de groupes traditionnellement sous-représentés ont également des taux de réussite plus faibles. Ils sont généralement inscrits dans des EES moins prestigieux, ce qui signifie moins d'opportunités sur le marché du travail. Le niveau de plus en plus élevé des frais de scolarité et le grand nombre d'EES privés dans de nombreuses régions du monde sont des sources majeures de disparités en matière d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur.

Les dernières décennies ont également été marquées par une croissance de **l'internationalisation de l'ES**. À égalité avec le nombre d'étudiants inscrits, la mobilité internationale des étudiants a connu une augmentation sans précédent. Plus de 5,4 millions d'étudiants étudiaient à l'étranger en 2017, soit une multiplication par près de trois par rapport à un peu plus de 2 millions en 2000. Selon les prévisions de l'UNESCO, ce chiffre devrait passer à 8 millions d'ici 2025. Ces tendances ont conduit à l'élaboration de [conventions de reconnaissance régionales](#) de "deuxième génération" ainsi que de la [Convention mondiale de 2019](#) sur la reconnaissance des qualifications concernant l'enseignement supérieur, afin de contribuer à faire de la reconnaissance, de la mobilité et de la coopération interuniversitaire une réalité pour des millions de personnes, y compris les apprenants à distance et les réfugiés. Dans le même temps, l'enseignement à distance et d'autres formes d'ES transfrontalier contribuent à une augmentation de la mobilité universitaire virtuelle, avec tous les défis que ces nouvelles formes d'offre présentent pour les régulateurs et l'assurance qualité.

Les technologies jouent un rôle de plus en plus central dans l'ES. Les progrès technologiques, notamment l'évolution rapide de la puissance des ordinateurs et de l'Internet, alimentés par les progrès de l'intelligence artificielle (IA), de l'internet des objets (IoT) et de l'automatisation, ont facilité la création de réseaux au sein des nations et entre elles, qui facilitent la collaboration entre les groupes d'apprenants, les enseignants, les chercheurs et les communautés d'apprentissage. Ces réseaux peuvent mettre en commun des ressources et des compétences pour des activités d'enseignement et de recherche conjointes.

La science et l'éducation [ouvertes](#) peuvent soutenir la démocratisation de la connaissance en utilisant des contenus, des bases de données et des résultats de recherche gratuits en ligne afin de garantir un accès immédiat à l'information pour tous. Ces développements ont facilité l'émergence d'un nouveau paradigme d'apprentissage et d'approches éducatives hybrides qui renforcent la viabilité de modèles centrés sur l'étudiant offrant des expériences d'apprentissage interactives et expérientielles, en s'appuyant sur ce qui a été appris au cours de décennies d'enseignement ouvert et à distance.

L'omniprésence des technologies avancées a donné naissance à des entreprises EdTech qui complètent ou parfois remplacent certaines des fonctions traditionnelles des EES (gestion académique, évaluation, diplômes et qualifications numériques, analyse du marché du travail, etc.). Elles ont également favorisé la diversification des offres (sur site, hybride, en ligne), la prolifération des cours en ligne ouverts et massifs (MOOC) et les micro-crédits comme forme alternative plus accessible à de nombreux apprenants souhaitant acquérir des qualifications que l'inscription à des programmes à temps plein menant à des diplômes traditionnels. En même temps, la dépendance accrue à l'égard de l'information numérique et des technologies de communication avancées pose des problèmes de qualité, qui peuvent se traduire par de faibles taux de rétention, et comporte le danger réel d'un fossé numérique croissant entre les nations et au sein de celles-ci, comme on a pu le constater pendant la pandémie.

Les méthodes de financement évoluent. Un niveau de financement adéquat est un facteur déterminant de la capacité des EES à accomplir efficacement leur mission. De nombreux systèmes d'enseignement supérieur sont contraints de fonctionner avec des investissements publics insuffisants, notamment en Afrique, en Asie centrale et en Amérique latine. En outre, la dernière décennie a été marquée par des changements importants dans la manière dont les gouvernements allouent les ressources aux EES. La première tendance est le recours accru à des mécanismes d'allocation fondés sur la performance, sous la forme de formules de financement, d'accords de performance et de fonds compétitifs. Une deuxième évolution, positive du point de vue de l'équité, est l'introduction de programmes ciblés de gratuité dans des pays aussi divers que le Chili, les Philippines et l'Afrique du Sud, qui garantissent la gratuité de l'enseignement supérieur à tous les étudiants à faible revenu. La troisième tendance est le lancement d'initiatives d'excellence académique pour soutenir la création d'universités de classe mondiale, notamment en Europe et en Asie du Sud-Est, mais aussi en Afrique avec la création des centres d'excellence africains. Influencés par les classements mondiaux, plusieurs gouvernements ont alloué d'importantes ressources supplémentaires à un nombre restreint d'universités pour stimuler l'excellence de leur recherche et leur visibilité internationale, souvent au détriment du reste du secteur d'ES qui reste sous-financé. La recherche scientifique n'est souvent pas orientée vers la production de connaissances pertinentes qui améliorent le bien-être humain. Néanmoins, dans de nombreux pays, au lieu que l'ES soit progressivement financé par des sources publiques et donc gratuit pour les étudiants, la tendance dominante a été d'augmenter les frais de scolarité et autres coûts indirects. Cela représente une charge financière importante pour les étudiants, qui affecte à la fois l'accès et l'achèvement des études, en particulier pour les étudiants issus de milieux à faibles revenus qui, dans certains cas, doivent contracter des dettes élevées et effectuer de lourds remboursements à la fin de leurs études.

Les mécanismes de reddition des comptes au sein des institutions et des systèmes d'ES sont devenus de plus en plus complexes. Certains donnent la priorité à la qualité, d'autres facilitent la flexibilité de l'apprentissage. Certains systèmes d'assurance qualité ont commencé à s'éloigner des approches simplistes fondées sur les intrants et les processus pour se concentrer sur les résultats de l'apprentissage et l'employabilité, et/ou à reconnaître l'équilibre entre l'apprentissage sur le campus et l'apprentissage sur le lieu de travail, ainsi qu'à promouvoir la diversité et l'inclusion. Parallèlement, l'augmentation substantielle du nombre d'établissements d'enseignement supérieur et de la diversité des programmes proposés, y compris par des moyens numériques, a exercé une pression accrue sur l'assurance qualité aux niveaux systémique et institutionnel. Quelques pays ont mis en place une approche fondée sur l'évaluation des risques et ont supprimé les visites externes régulières, réduisant ainsi la charge du contrôle externe sur les EES. Pour faciliter la reconnaissance des qualifications dans un système d'ES de plus en plus diversifié, plus de 60 pays ont mis en place des cadres nationaux de qualifications qui cherchent à catégoriser les différentes formes et niveaux de qualifications avec des résultats d'apprentissage clairement définis pour chaque niveau. Il s'agit de points de référence essentiels pour l'apprentissage tout au long de la vie et la reconnaissance des qualifications au-delà des frontières. À cet égard, l'adoption de la [Convention mondiale de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur](#) en 2019 constitue une étape majeure vers un meilleur soutien à la mobilité du personnel universitaire et des étudiants, aux possibilités d'études pour les réfugiés et les personnes déplacées, à la coopération interinstitutionnelle et à la circulation des connaissances.

1.3. Impact de Covid-19

L'épidémie de Covid-19 a changé le monde d'une manière sans précédent. La pandémie a interrompu l'enseignement en face à face sur les campus (et dans des systèmes éducatifs entiers) du monde entier en mars 2020 - une éventualité à laquelle très peu d'établissements d'enseignement étaient préparés -, et les établissements et les étudiants de l'ES ont été confrontés à de nouveaux défis importants. Si de nombreux établissements ont réussi à passer très rapidement à l'enseignement en ligne et ont fait de leur mieux pour assurer la continuité de l'enseignement, la fracture numérique et le manque de préparation à l'enseignement en ligne ont accentué les disparités éducatives dans certaines régions et créé une détresse sociale aiguë, notamment chez les étudiants vulnérables. Le bien-être des étudiants internationaux a été largement négligé par les politiques nationales pendant la pandémie, et la discrimination croissante a poussé certains étudiants étrangers à étudier chez eux ou à changer de destination.

À moyen et long terme, le Covid-19 est susceptible d'affecter négativement les résultats d'apprentissage, la mobilité, les taux d'obtention de diplômes, l'employabilité et les perspectives d'emploi des étudiants traditionnellement sous-représentés dans le monde entier. On s'attend également à ce qu'elle aggrave la santé économique déjà précaire de nombreux EES. Dans le même temps, le passage à l'enseignement en ligne offre d'importantes possibilités de transformer l'expérience d'apprentissage, que ce soit à distance ou en personne. Les programmes d'études et les pratiques pédagogiques pourraient être remodelés afin de promouvoir une éducation active, interactive et expérientielle, soutenue par des innovations en matière d'évaluation et des parcours et des qualifications plus flexibles.

La pandémie a révélé la nécessité de modifier en profondeur les modèles économiques des systèmes et institutions d'enseignement supérieur afin d'accroître leur résilience. Les systèmes ayant une proportion plus élevée de financement public ont montré qu'ils étaient moins vulnérables aux crises sanitaires et économiques. La pandémie a également souligné que des infrastructures informatiques solides et des programmes d'aide financière bien ciblés sont indispensables pour favoriser l'inclusion.

4. Sólo en 2020, se prevé que el abandono escolar sea mayor que en cualquier otro nivel educativo y que se produzca un descenso del 3,5 por ciento en la matriculación, lo que supondrá 7,9 millones de estudiantes menos. El secretario general de la ONU advierte de la catástrofe educativa UNESCO. [Comunicado de prensa No.2020-73](#)

Section 2.

La vision de l'enseignement supérieur de l'UNESCO

Depuis sa création en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies pour l'éducation et mandatée pour traiter les questions relatives à l'enseignement supérieur, l'UNESCO promeut l'éducation **comme une partie indivisible des droits de l'homme universellement reconnus**. L'agence travaille avec l'ensemble du système des Nations Unies pour développer une compréhension claire d'une perspective fondée sur les droits de l'homme pour traiter des questions sociales et de leurs implications. Les changements dans le paysage mondial renforcent les appels à une approche fondée sur les droits de l'homme et ce que cela implique dans les circonstances actuelles.

Le droit à l'éducation ne se limite pas à la scolarité obligatoire ou fondamentale destinée principalement aux mineurs, car il s'agit d'un **droit à exercer tout au long du cycle de vie** et qui comprend différentes manières de répondre aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes, y compris l'ES. Les droits de l'homme étant universels, notre attention est attirée sur les niveaux élevés d'inégalité sociale qui ont un impact sur les systèmes éducatifs et sont reproduits par ceux-ci. L'UNESCO considère l'offre de l'ES comme une activité visant à favoriser l'équité et la répartition égale des chances pour tous, comme l'exprime la cible 4.3 des ODD, qui traite de l'accès à diverses formes d'enseignement post-secondaire.

Mais l'inégalité n'est pas le seul problème majeur auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. L'utilisation extensive des combustibles fossiles, les niveaux élevés de consumérisme et le développement de technologies puissantes ont affecté le monde d'une manière qui compromet également sa **durabilité**. Les EES peuvent contribuer dans de nombreux domaines à relever ces défis et il est primordial de s'assurer que les EES sont guidés par ces besoins publics.

Les EES sont concernés par trois grandes missions sociales: **produire des connaissances** par le biais de la recherche scientifique, **éduquer les gens**, au sens large du terme, en accordant une attention particulière aux connaissances et aux compétences requises pour la vie professionnelle, **et être socialement responsable**, ce qui fait partie intégrante des EES et n'est pas un ajout facultatif. Les devoirs publics des EES sont liés aux deux premières missions mais vont également au-delà, et ces devoirs se traduisent par des actions spécifiques d'ouverture sociale pertinentes pour les contextes dans lesquels chaque institution opère.

La production de connaissances, l'éducation des personnes et la responsabilité sociale sont les trois missions principales de l'ES. Elles sont interconnectées, servent l'intérêt public et sont mieux réalisées grâce à l'initiative et à la créativité, sans être entravées par des agendas particuliers. Ces tâches ont un impact sur nos sociétés au sens large qui va de l'amélioration des perspectives économiques pour les individus, les familles et les communautés jusqu'à la mise en place de moyens plus durables pour faire face aux problèmes planétaires.

Les EES contribuent de manière importante à la **production de connaissances** par la recherche scientifique, mais ils ne sont pas les seuls acteurs dans ce domaine. La spécialisation disciplinaire a permis des réalisations majeures, mais certaines des expériences éducatives proposées par les EES sont devenues trop instrumentales et centrées sur les préoccupations disciplinaires. Le risque est de perdre de vue la nature globale de toute expérience éducative, surtout lorsque la spécialisation intervient tôt dans la trajectoire éducative de l'étudiant et que la connaissance disciplinaire est privilégiée par rapport à la dimension pédagogique.

Bien qu'elle soit précieuse, la spécialisation disciplinaire ne suffit pas pour aborder les nombreuses questions complexes qui requièrent des approches transdisciplinaires et une capacité à réfléchir et à travailler à partir d'éléments provenant d'autres perspectives disciplinaires. Les traditions académiques doivent être ouvertes et en dialogue avec d'autres traditions épistémiques, l'argumentation logique et l'examen rigoureux des preuves étant des éléments essentiels à la production de connaissances fiables.

La plupart des étudiants recherchent une formation professionnelle lorsqu'ils s'inscrivent à un programme d'ES. Nous devrions reconnaître les transformations majeures dans la façon dont nous comprenons l'expérience éducative, laissant derrière nous un modèle industriel centré sur la "transmission" de l'information et de la

connaissance. Les changements sociétaux mettent en évidence le besoin de **professionnels complets qui sont aussi des citoyens à part entière dans un monde complexe et interdépendant, et capables de coopérer pour résoudre des problèmes complexes.**

La responsabilité sociale dans le domaine de la formation professionnelle supérieure ne doit pas être comprise exclusivement comme une activité "supplémentaire" menée par certains membres de la communauté dans les établissements d'enseignement supérieur, mais comme faisant partie intégrale de l'éthique de la formation professionnelle supérieure. L'attention portée aux besoins locaux et la réalisation d'activités spécifiques visant à résoudre les problèmes de société font partie intégrale de cette tâche. Étant donné le caractère de bien public de l'enseignement supérieur, la production de connaissances, la formation professionnelle et la dynamique institutionnelle devraient être guidées par un agenda social plus large. Les EES ne peuvent se permettre d'ignorer les grandes questions contemporaines telles que l'inégalité et la durabilité. Ces préoccupations doivent se traduire par des pratiques institutionnelles qui respectent les principes des droits de l'homme (par exemple, des politiques internes d'égalité entre les sexes, la garantie de la diversité des perspectives dans chaque programme, ou des politiques concernant la protection de la liberté d'expression et de recherche).

L'UNESCO reconnaît que l'ES est réalisé par des **institutions**, qui résultent d'actions humaines et sont aussi diverses que ces actions peuvent l'être. Ceci est visible dans la diversité des appellations que les institutions adoptent - universités, universités de sciences appliquées, institutions polytechniques, collèges, écoles, instituts, écoles des beaux-arts, etc.⁵ et dans les différentes façons dont ils abordent les missions de l'ES. Certains se concentrent sur l'enseignement professionnel, tandis que d'autres combinent l'enseignement professionnel avec des activités orientées vers la recherche et la production de connaissances ; certains sont plus concernés par leur environnement local, tandis que d'autres se projettent dans l'arène mondiale ; certains sont organisés de manière plus conventionnelle, tandis que d'autres ont adopté des schémas opérationnels flexibles ; certains sont dirigés par des activités disciplinaires, tandis que d'autres sont plus orientés vers la résolution de problèmes, etc. Au sein de chaque EES, les programmes varient également à ces égards. L'un des attributs fondamentaux d'une vision renouvelée de l'ES sera de reconnaître et de valoriser la **diversité des arrangements institutionnels et des objectifs.**

Certains EES sont plus clairement conscients et engagés dans leurs responsabilités publiques, tandis que d'autres peuvent avoir des agendas qui peuvent voiler ou miner leurs obligations sociales. Il est crucial que les débats publics sur l'ES soient informés, dès le départ, par une déclaration claire sur le droit universel à l'éducation en tant que question publique. L'avenir exige que nous mettions en avant les responsabilités publiques de l'ES.

Enfin, l'enseignement supérieur peut perpétuer des structures qui empêchent les gens de développer pleinement leurs intérêts et leurs capacités ou qui supposent arbitrairement que certaines activités professionnelles ont plus de valeur, ou que certaines disciplines sont "supérieures" à d'autres. Ces clivages limitent non seulement les possibilités d'épanouissement intellectuel mais appauvrissent également nos sociétés en négligeant des manifestations importantes de l'activité humaine - comme les arts du spectacle et les beaux-arts, les sciences humaines, l'éthique, les sports, l'artisanat, etc.

5. Indépendamment de ces étiquettes, la Classification internationale type de l'éducation (CITE), qui est axée sur les contenus et non sur les dispositions institutionnelles, identifie quatre niveaux d'enseignement supérieur qui comprennent "ce qui est généralement considéré comme un enseignement universitaire, mais aussi un enseignement professionnel avancé". UNESCO/UIS. (2013, paragraphe 200). Classification internationale type de l'éducation. CITE 2011. Montréal : UNESCO/UIS.

En résumé, l'UNESCO considère aujourd'hui que l'enseignement supérieur fait partie intégrale du droit à l'éducation et constitue un bien public. Ce caractère de bien public se traduit par l'accomplissement par les EES de leurs trois missions - produire des connaissances pertinentes, former des professionnels bien formés et se comporter de manière socialement responsable - et par la mise en œuvre de principes et de valeurs démocratiques. L'enseignement supérieur doit devenir un système intégré où sa diversité contribue à créer des parcours différents et flexibles pour les jeunes et les adultes sans renforcer les niches fermées d'opportunités inégales. Pour ce faire, les EES devraient transcender les frontières disciplinaires, professionnelles, épistémiques, réputationnelles et institutionnelles. L'objectif est d'enrichir les possibilités d'éducation, de favoriser l'excellence professionnelle dans n'importe quel domaine et de former des citoyens à part entière engagés en faveur de la justice sociale et de la durabilité.

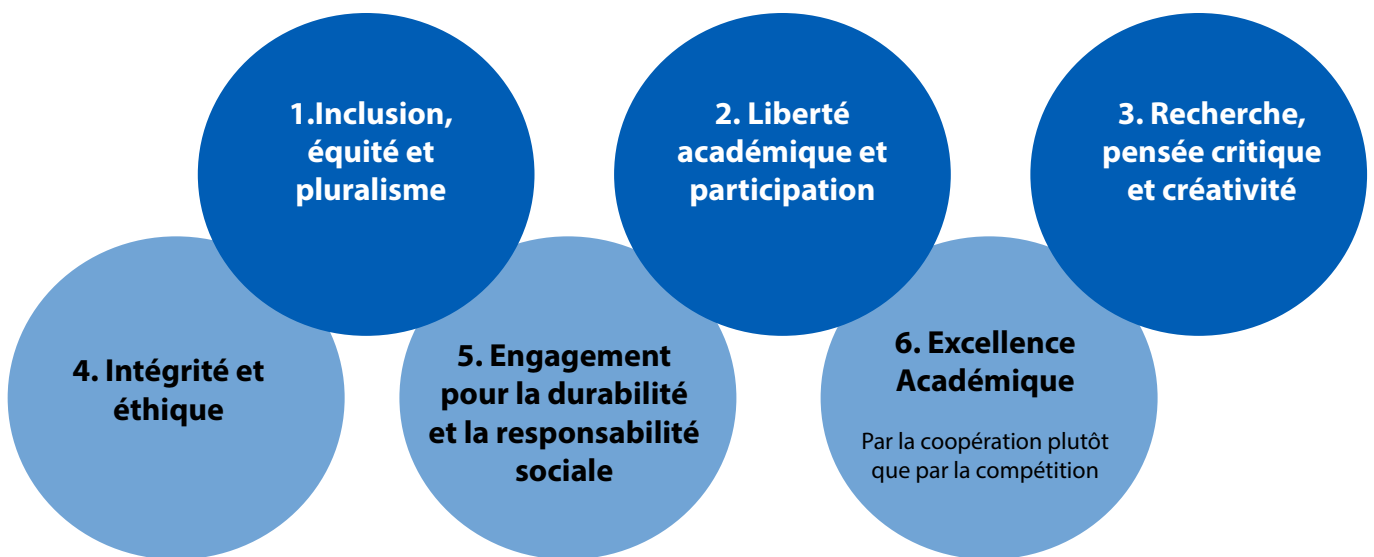
Section 3.

**Des principes
pour façonner
l'avenir de
l'enseignement
supérieur**

Cette troisième conférence mondiale sur l'enseignement supérieur est l'occasion de renforcer les synergies entre tous les acteurs concernés et d'améliorer la contribution du secteur de l'enseignement supérieur au développement durable. L'enseignement supérieur doit non seulement répondre à des normes académiques élevées, mais aussi être inclusif et collaboratif, interculturel et international, interdisciplinaire, et pleinement engagé dans la durabilité environnementale et le progrès social. Il doit offrir un espace sûr qui favorise l'empathie, la tolérance, les comportements éthiques, la pensée critique et la créativité. Les établissements d'enseignement supérieur doivent évaluer leur situation et les principales étapes à franchir pour atteindre ces caractéristiques souhaitées. Ils doivent développer et utiliser des outils efficaces pour suivre et évaluer les progrès, recevoir un retour d'information des parties prenantes, faire preuve d'autocritique et s'efforcer en permanence de s'améliorer.

Dans le cadre général du droit à l'éducation et de l'accomplissement d'une mission de bien public alignée sur les ODD, les systèmes et institutions d'enseignement supérieur peuvent être guidés par six principes clés à l'horizon 2030, en construisant un nouveau contrat social pour l'enseignement supérieur tel que proposé par le [rapport Futurs de l'éducation](#) (voir figure 1).

Figure 1. Principes pour façonner l'avenir de l'enseignement supérieur



3.1. Inclusion, équité et pluralisme

L'équité en matière d'accès et de réussite au niveau de l'enseignement supérieur ne peut être considérée comme un luxe ou une réflexion après coup. Parvenir à une plus grande inclusion et promouvoir le pluralisme dans l'enseignement supérieur est un impératif de justice sociale, un objectif reflété dans la cible 4.3 des ODD sur "l'accès égal à un enseignement technique, professionnel et supérieur abordable". Les pays et les institutions doivent accélérer leurs efforts pour supprimer les obstacles financiers et non monétaires à un enseignement supérieur de qualité pour tous les apprenants, en donnant la priorité aux groupes vulnérables. Des systèmes d'éducation et de formation efficaces où les opportunités sont équitablement réparties sont la base du développement durable et de la construction de sociétés équitables, pacifiques et démocratiques. Ils doivent également répondre avec souplesse à une population étudiante de plus en plus diversifiée et être organisés de manière à permettre une mobilité ascendante dans le système éducatif (par exemple, par l'articulation entre l'Éducation et formation techniques et professionnelles (EFTP) et l'ES, ou entre les collèges communautaires et les universités).

3.2. Liberté académique et participation de toutes les parties prenantes

Alors que l'UNESCO célèbre le 25th anniversaire de la Recommandation de 1997 [concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur](#), la liberté académique est mise à mal dans un nombre croissant de pays et de territoires, comme en témoignent les tendances négatives de [l'indice de liberté académique](#). L'une des principales missions de l'ES est de défendre la tradition universitaire de la recherche indépendante et du débat libres et équitables. Cette tradition a été mise à mal par l'autoritarisme et les attaques populistes contre le "politiquement correct". Les EES sont bien placés pour offrir un espace sûr permettant de présenter et d'évaluer une diversité d'opinions et de s'engager avec la société dans des débats publics sur des questions complexes. Il est essentiel de protéger la liberté académique des enseignants et des étudiants contre toute ingérence politique. Cela exige un degré élevé d'autonomie et d'autogestion institutionnelle et un équilibre adéquat entre l'autonomie et la responsabilité publique. L'autonomie est importante pour garantir une approche collégiale de la prise de décision et de la gestion académique.

3.3. Recherche, pensée critique et créativité

La pandémie de Covid-19 a révélé l'importance des preuves scientifiques pour orienter les politiques publiques et sauver des vies humaines. Dans un monde où les fake news, la désinformation et les théories du complot abondent, l'esprit critique est essentiel. Les EES ont la responsabilité unique d'enseigner comment distinguer les preuves réelles des informations fabriquées et comment appliquer les connaissances à la résolution de problèmes dans tous les domaines de la vie. Les compétences en matière de recherche de la vérité devraient être au cœur de chaque programme d'études à tous les niveaux d'enseignement, y compris dans les EES. L'ES a le pouvoir de renforcer la créativité, d'enflammer l'imagination et de promouvoir la pensée divergente, préparant ainsi les étudiants à trouver des solutions innovantes pour relever les défis mondiaux auxquels notre société et notre planète sont confrontées. L'une des principales missions des enseignants est d'aider leurs étudiants à trouver une passion et un but.

3.4. **Intégrité et éthique**

La formation professionnelle dans le domaine de la santé et de l'éducation ne se limite pas à l'acquisition de connaissances et de compétences. Les EES doivent mettre l'accent sur les valeurs et les comportements éthiques afin de promouvoir l'honnêteté, la tolérance et la solidarité. Cela va bien au-delà des cours sur la pratique et la conduite éthiques. Les valeurs positives doivent imprégner tous les programmes universitaires et s'inscrire dans l'ADN de la culture institutionnelle de tous les EES. Tous les diplômés devraient être préparés à devenir des professionnels qui sont des agents de la responsabilité sociale, des champions de la durabilité et des citoyens aspirant à la justice sociale. En outre, le rôle de l'ES dans la promotion de l'intégrité et de la fiabilité des plateformes d'intelligence artificielle (IA) est de plus en plus important. Ce point de vue inclut un engagement à garantir que les systèmes d'IA fonctionnent pour le bien des individus, des sociétés et de l'environnement, et qu'ils incarnent les valeurs fondamentales et les principes éthiques⁶. Par-dessus tout, les dirigeants, les administrateurs et les enseignants des établissements d'enseignement supérieur doivent montrer l'exemple en adoptant des comportements éthiques dans la gestion des établissements d'enseignement supérieur et dans la conduite de l'enseignement et de la recherche.

3.5. **Engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité sociale**

Par le biais de programmes éducatifs, de projets de recherche et d'engagements avec les communautés locales, nationales, régionales et mondiales, tous les établissements d'enseignement supérieur peuvent contribuer activement à la construction d'un monde plus durable. Cette contribution est essentielle au développement de l'économie verte et au bien-être de la société. Les universités à forte intensité de recherche doivent trouver le juste équilibre entre la recherche pure, nécessaire pour réaliser des avancées scientifiques révolutionnaires, et la recherche appliquée, motivée par la nécessité de résoudre des problèmes concrets et de relever les défis locaux et mondiaux incarnés par les dix-sept ODD.

3.6. **L'excellence par la coopération plutôt que par la compétition**

Les classements internationaux et les tableaux d'honneur nationaux ont exacerbé une concurrence acharnée entre les institutions. Pourtant, la solidarité et la collaboration sont des valeurs fondamentales de l'ES. Elles sont l'essence même de la collégialité universitaire, favorisant l'échange d'idées, la mobilité des chercheurs et les partenariats. Les universités et les autres types d'établissements d'enseignement supérieur peuvent accomplir leurs missions éducatives plus efficacement grâce à la coopération et à la solidarité. Cela permet de travailler de manière interdisciplinaire, de mettre en commun les ressources scientifiques entre les unités et les établissements universitaires, de partager les connaissances et les expériences par le biais de réseaux professionnels au niveau national et international afin de réaliser des synergies. La collaboration entre les EES et les communautés scientifiques peut être stimulée par des politiques publiques.

6. Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137>

Section 4.

Réinventer l'enseignement supérieur

Le statu quo n'est ni suffisant ni acceptable pour garantir que les gens exercent pleinement leur droit à l'enseignement supérieur dans des sociétés libres, pacifiques et équitables. L'UNESCO appelle d'urgence à des changements substantiels pour réimaginer notre avenir et à définir des voies claires pour améliorer les expériences et les résultats de l'éducation pour tous. Ces voies doivent impliquer toutes les parties prenantes, à commencer par les étudiants et les enseignants, mais aussi les EES, les décideurs politiques, les organisations internationales, les partenaires du développement, le secteur privé, la société civile, les organisations de jeunesse, les mouvements sociaux, les communautés locales. Ils devraient tous être impliqués dans des débats de fond sur les différentes façons dont le DHI devrait aller de l'avant.

Sur la base de la vision de l'UNESCO et des principes énoncés ci-dessus, cette feuille de route identifie six défis majeurs qui doivent être relevés pour réinventer l'ES. Il s'agit notamment des transitions et transformations suivantes :

- De la perception de l'ES comme élitiste, discriminatoire, et parfois détaché de ses tâches publiques, à réaliser les droits des personnes à l'ES, par un accès équitable, bien financé et durable.
- D'une concentration restrictive sur la formation disciplinaire ou professionnelle à une expérience d'apprentissage holistique pour les étudiants.
- Du cloisonnement disciplinaire à l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité, au dialogue ouvert et à la collaboration active entre diverses perspectives.
- De la tradition que l'ES vienne immédiatement après l'enseignement secondaire à une approche d'apprentissage tout au long de la vie visant à répondre aux divers besoins éducatifs des jeunes et des adultes.
- D'un ensemble hiérarchique et faiblement connecté d'institutions et de programmes à un système intégré avec une diversité de programmes et des parcours d'apprentissage flexibles les reliant afin d'élargir les possibilités d'éducation pour les jeunes et les adultes.
- D'un modèle industriel de scolarisation à des expériences d'apprentissage enrichies sur le plan pédagogique et technologique, où les apprenants gèrent leur propre parcours.

4.1. Accès équitable et durable à l'enseignement supérieur

L'apprentissage est un attribut essentiel de l'espèce humaine, et les gens ont droit à des possibilités d'éducation qui garantissent leur droit d'apprendre. Pour que cela devienne une réalité dans les politiques et les pratiques, il faut se pencher sur l'accès, l'équité et la non-discrimination, le financement et la gouvernance.

L'accès. Il est traditionnellement admis que l'accès à l'ES ne peut être universel et que, par conséquent, des critères d'admission sont nécessaires pour en restreindre l'accès. Les filtres habituels sont fondés sur le mérite ou la capacité académique, mais cette solution s'est avérée problématique. Dans les sociétés inégalitaires, le mérite ou la capacité académique, comme l'a montré l'expérience de nombreux pays, tend à être une inégalité déguisée. Si les systèmes éducatifs (à partir des programmes pour la petite enfance) ne sont pas en mesure de compenser les disparités ou, pire encore, contribuent à les reproduire ou à les amplifier, ceux qui accèdent à l'ES appartiennent déjà aux groupes les plus privilégiés de la société. Si l'admission à l'ES ne tient pas compte des inégalités sociales, elle finit par exclure ceux qui ont du talent et du mérite mais qui sont nés dans des foyers défavorisés. Cela conduit à la reproduction des disparités et réduit les chances de mobilité sociale.

En outre, les moyens actuels de comprendre le mérite ou le talent ne sont pas nécessairement sensibles aux différentes capacités que les gens peuvent avoir et sont souvent axés sur les performances scolaires, opérationnalisées en termes restrictifs et formels (par exemple, par des examens à enjeux élevés).

Les critères et procédures d'accès doivent remettre en question cette vision restrictive du mérite (académique). Nous devons nous attaquer à la marginalisation des populations défavorisées, en prenant en compte les injustices sociales des pratiques passées et actuelles, dès le début de leur parcours scolaire. Si l'on tient compte du fait que (i) l'espérance de vie a augmenté et continuera à le faire, (ii) les conditions socio-économiques sont complexes et dynamiques, de sorte que les gens ont des besoins éducatifs à des moments très différents de leur vie, (iii) la pleine maturité est atteinte beaucoup plus tard dans la vie que nous le croyions, (iv) les changements démographiques modifient le profil de nos populations, et (v) qu'il n'est pas nécessaire de supposer que l'offre de l'ES est limitée aux programmes à temps plein destinés aux jeunes qui viennent de terminer leurs études secondaires, alors il n'y a aucune raison de limiter l'accès à l'ES plutôt que de l'ouvrir à tous. Ces contraintes empêchent le libre accès d'être une réalité, et il faut y remédier.

Donner la priorité à l'équité et à la non-discrimination peut transformer chaque aspect de l'expérience d'ES. En commençant par les politiques d'admission, elle peut concerner la répartition des étudiants par programmes et domaines d'études - par exemple, la participation des femmes aux programmes de sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) -, les types d'établissements (des moins prestigieux aux plus élitistes), l'organisation des expériences éducatives (par exemple, la ségrégation des étudiants sur la base d'un critère donné qui conduit à favoriser l'inégalité de traitement) et les pratiques institutionnelles. Si de nombreux pays ont déjà mis en œuvre des politiques de discrimination positive à l'intention de divers groupes vulnérables, il reste encore beaucoup à faire, en particulier si l'équité et la non-discrimination sont intégrées dans les réglementations juridiques, les politiques et les cultures institutionnelles et ne sont pas gérées comme un "ajout". Par exemple, un cours obligatoire sur "l'égalité entre les sexes" n'aurait que peu ou pas d'impact si la discrimination institutionnelle entre les sexes demeure, et si les femmes n'ont pas un accès égal aux postes de direction ou aux opportunités de carrière dans l'enseignement au sein des EES. Il en va de même lorsque les actions visant à soutenir divers groupes vulnérables tels que les personnes handicapées, les réfugiés, etc. ne sont pas intégrées dans la politique institutionnelle des EES.

Toute personne devrait avoir le droit de faire évaluer ses qualifications d'ES de manière équitable, transparente et non discriminatoire, que ce soit pour la poursuite de ses études ou pour accéder à un emploi. Cela inclut les groupes vulnérables, tels que les réfugiés et les personnes déplacées, qui peuvent manquer de preuves documentaires de leurs qualifications. La reconnaissance facilite la mobilité académique internationale, ce qui favorise la circulation des connaissances et de la recherche entre les systèmes éducatifs, soutenant ainsi également la coopération interinstitutionnelle et le développement d'un écosystème mondial de l'enseignement supérieur. Cet aspect est particulièrement important compte tenu de la pression exercée sur les EES par l'augmentation du nombre d'étudiants, qui ont presque doublé au cours des 15 dernières années et devraient encore doubler d'ici 2030, ainsi que par le nombre croissant d'étudiants mobiles à l'échelle internationale.

Les politiques nationales, les accords internationaux et les règlements institutionnels doivent être conçus de manière que les préoccupations d'équité et de non-discrimination soient des éléments clés de l'expérience de l'enseignement supérieur. Les EES doivent s'assurer que toutes les personnes ont un accès équitable à une éducation de qualité, dans les programmes d'études, la production de connaissances, et leur interaction avec leurs communautés et la vie institutionnelle.

Le financement. En raison de la nature des coûts à ce niveau, l'ES nécessite généralement plus de ressources par étudiant que celles nécessaires aux niveaux d'enseignement précédents. En même temps, l'ES est en expansion et devrait continuer à le faire dans les années à venir. Ceci va créer une situation difficile : assurer un financement

adéquat tout en maintenant des normes de qualité élevées, et les risques pour le maintien de l'équité vue cette évolution sont importants.

Au cours des dernières décennies, divers systèmes de financement ont été mis en œuvre, révélant plusieurs problèmes qui doivent être résolus. D'un côté, nous avons l'ES gratuit pour tous, pour lequel très peu de pays ont des ressources suffisantes. La situation dans les autres pays est que le financement provient essentiellement des contribuables, ce qui peut conduire, surtout lorsque l'accès à l'ES est lié à des barrières d'admission strictes, à subventionner les plus privilégiés. À l'autre extrémité, le recouvrement direct des coûts auprès des ménages et des étudiants se traduit souvent par des obstacles financiers pour les pauvres et un lourd endettement pour ceux qui ont recours à des prêts, ce qui peut renforcer les inégalités.

Il n'existe pas de solution universelle ou simple aux problèmes de financement. Chaque pays doit trouver un équilibre entre ce qui est financé par l'argent (limité) des contribuables et ce que l'on peut raisonnablement attendre des ménages et des étudiants plus aisés, en particulier dans les contextes où les disparités de revenus sont importantes et les niveaux d'imposition directe faibles. Pour relever ces défis, il convient d'accorder l'attention nécessaire aux faits suivants : (i) le talent et le mérite sont présents sous diverses formes et les mécanismes d'admission qui ne tiennent pas compte de l'équité peuvent simplement reproduire les disparités sociales ; (ii) les systèmes de financement pourraient également fonctionner comme des barrières d'admission conduisant à l'exclusion et/ou à la ségrégation socio-économique qui, à leur tour, ont des effets néfastes sur la démocratie et la cohésion sociale ; (iii) le financement privé ne devrait pas être exclusivement lié aux contributions des ménages ou des individus, les entreprises peuvent également contribuer de plusieurs manières à l'ES.

Davantage de pays pourraient adopter la "gratuité ciblée", selon laquelle les 40 à 60 pour cent les plus pauvres de la population étudiante bénéficient de la gratuité de l'enseignement supérieur, tandis que les étudiants des ménages les plus riches peuvent contribuer à payer des frais de scolarité. Cette approche peut être financièrement viable à long terme et garantit des subventions croisées des groupes les plus riches de la société vers les segments les plus pauvres.

La gouvernance. Les mécanismes institutionnels qui garantissent que les EES accordent l'attention nécessaire à la nature publique de l'enseignement supérieur sont cruciaux. Si l'autonomie est essentielle au libre exercice de l'expertise professionnelle du personnel enseignant et à la libre poursuite de la connaissance, elle ne doit pas être synonyme d'absence de responsabilité à l'égard des objectifs publics qui incombent à tous les établissements d'enseignement, y compris l'utilisation efficace et effective des ressources publiques. Cette question ne peut être laissée à la seule bonne volonté des personnes impliquées dans la fourniture de services éducatifs. Tout système performant a besoin de freins et de contrepoids pour garantir que les fins publiques l'emportent sur les intérêts privés, et que les ressources publiques sont investies avec transparence et de la meilleure façon possible.

4.2. Donner la priorité à une expérience d'apprentissage holistique pour les étudiants

Traditionnellement, nous avons identifié deux aspects différents de l'ES : l'aspect académique et l'aspect professionnel. Le premier a été associé à une organisation disciplinaire des programmes où l'accent est mis sur les pratiques théoriques et de recherche. Le second est lié aux compétences professionnelles et aux objectifs d'employabilité.

Bien que ces deux aspects fassent partie intégrante de l'ES, les expériences éducatives ne sont jamais limitées individuellement ou séparément à chacun d'entre eux, mais concernent le développement personnel en général. L'éducation des personnes ne devrait jamais être étroitement ciblée. L'éducation est fondée sur des interactions humaines dans des cadres institutionnels qui promeuvent des valeurs, des habitudes et des pratiques qui vont

bien au-delà des contenus explicites attachés à la formation académique et professionnelle. Les EES doivent se considérer comme étant, avant tout, des **institutions éducatives**, garantissant à chaque étudiant une expérience d'apprentissage riche et diversifiée (qui ne se limite pas exclusivement à la discipline ou aux composantes instrumentales de la pratique professionnelle) qui favorise les valeurs démocratiques et l'enrichissement intellectuel et culturel des êtres humains.

Il est impératif que les établissements d'enseignement supérieur veillent à inclure des **connaissances éducatives et pédagogiques spécialisées dans** tous leurs programmes. Les pratiques d'enseignement ou d'évaluation telles que développées par les experts disciplinaires ne sont pas toujours alignées sur ces objectifs éducatifs et sur l'importance d'une expérience éducative riche pour les étudiants.

Pour que l'ES améliore l'apprentissage des étudiants, il doit inclure des expériences et des activités éducatives qui ne sont pas uniquement liées à une discipline ou à une pratique professionnelle particulière. Les étudiants doivent être exposés à une expérience éducative humaniste qui privilégie la curiosité, l'esprit critique, et le développement éthique. Ces éléments sont non seulement précieux en soi et contribuent à la vie sociale en général, mais ils sont également nécessaires à une vie universitaire et professionnelle holistique. C'est ce que montre l'importance croissante accordée aux "compétences non techniques" attendues sur le marché du travail.

4.3. Inter- et intra-disciplinarité : Dialogue ouvert entre diverses perspectives

Les institutions et programmes d'ES ont eu tendance à être structurés autour de la spécialisation disciplinaire. Cela peut diminuer la nature globale des expériences éducatives et limiter les capacités à aborder des questions complexes ou à favoriser le dialogue entre différentes traditions de connaissances.

Alors que la spécialisation contribue à réaliser des progrès majeurs dans chacun des domaines, les problèmes complexes (comme ceux qui affectent le monde contemporain dans des domaines aussi divers que la durabilité, l'approvisionnement en énergie, le fonctionnement des industries extractives, la justice, la paix, le commerce, etc.) nécessitent des approches globales qui sont informées non seulement par différentes perspectives (dialogue interdisciplinaire), mais aussi par **l'intégration** de ces perspectives d'une manière **transdisciplinaire** (voir le [rapport EGU2030](#)). L'enseignement supérieur devrait doter les étudiants des capacités nécessaires pour s'engager dans un dialogue interdisciplinaire et des attitudes et habitudes permettant de reconnaître humblement et de transcender les limites de leurs propres disciplines et domaines de spécialisation. À cette fin, l'éducation inter et transdisciplinaire est un domaine qui doit être renforcé.

La diversité des perspectives ne se limite pas aux champs académiques ou aux domaines de pratique professionnelle ; elle est également liée aux différences de vues et de traditions culturelles. Dans une certaine mesure, le développement durable s'est construit sur un modèle de pensée unique qui donne la priorité à une relation instrumentale avec la nature. Cela a en partie conduit à la crise actuelle du climat et de la durabilité. Ces points de vue ont ignoré d'autres traditions de connaissance qui, par exemple, ont promu une relation plus attentionnée et plus saine avec notre planète. Il est urgent que l'ES s'ouvre à toutes les traditions culturelles et académiques et apprenne d'elles.

4.4. Approche de l'apprentissage tout au long de la vie au service des jeunes et des adultes

L'hypothèse selon laquelle l'ES est une étape dans une échelle qui vient immédiatement après l'enseignement secondaire ne peut être maintenue. L'ES est déjà en train de changer car de plus en plus de pays offrent des possibilités d'entrée et de retour multiples. Les programmes de certification coexistent non seulement avec des études structurées menant à un diplôme universitaire, mais aussi avec une grande variété de programmes organisés de diverses manières et destinés à différentes populations, selon des modalités sur place, en entreprise, hybrides et à distance. Les formations courtes et les micro-crédits gagnent du terrain au niveau international. Il n'y a aucune raison de considérer ces programmes comme supplémentaires. Ils constituent un moyen essentiel de répondre aux besoins éducatifs des adultes à différentes étapes de leur vie personnelle et professionnelle.

Il est également judicieux de considérer les systèmes d'enseignement supérieur en fonction de la population qu'ils desservent (et non en fonction de ce qu'ils délivrent) et de l'évolution des besoins des étudiants au cours de leur cycle de vie. L'éducation obligatoire ou de base (de l'école maternelle au secondaire supérieur) peut être considérée principalement comme l'éducation des mineurs, tandis que les EES peuvent être compris comme une composante clé de **l'éducation des jeunes et des adultes**⁷, y compris les personnes chargées de l'éducation des mineurs. Il produit également des contenus et des méthodes éducatives en général, de sorte que les EES sont intégrés dans l'ensemble du système qui, à son tour, exige de la cohérence. L'adoption d'une **perspective d'apprentissage tout** au long de la vie et l'offre de parcours d'apprentissage flexibles fournissent un cadre cohérent et plus riche pour répondre aux besoins d'apprentissage des êtres humains.

4.5. Système intégré avec diversité des programmes et parcours d'apprentissage flexibles

L'ES est composé de divers types d'institutions offrant une grande variété de programmes. Certains conduisent à des diplômes académiques, d'autres à des certifications professionnelles, d'autres à des diplômes ayant une composante professionnelle importante, d'autres encore répondent à des demandes de formation spécifiques, certains sont organisés en s'appuyant sur l'enseignement à distance, etc. Si cette diversité permet de répondre aux besoins des étudiants, de l'économie et de la société en général, elle crée également une situation problématique lorsque le système d'ES n'est pas organisé de manière articulée. Trop souvent, les différents types d'institutions, de programmes et d'orientations de programmes sont conçus et fonctionnent en silos, sans liens avec les autres parties du système, ce qui limite la mobilité entre eux.

Un problème majeur qui sous-tend cette situation est une vision hiérarchique des professions et des types d'institutions. Pour beaucoup, le travail académique dans les universités élitistes a une valeur intrinsèquement plus élevée que d'autres formes d'activités d'apprentissage et de formation plus appliquées. Certaines disciplines universitaires sont considérées comme ayant plus de valeur que d'autres. Bien qu'il n'y ait aucun moyen de justifier et de maintenir raisonnablement cette hiérarchie, le fonctionnement de nombreuses institutions et de nombreux groupes repose sur elle.

Cette vision hiérarchique a relégué les beaux-arts et les arts du spectacle, les sports et les programmes technologiques et professionnels à une position relative inférieure. Dans le même temps, les sciences humaines (qui sont essentielles à toute expérience éducative) et, dans certains cas, les sciences sociales, ont été mises à mal. De plus, les programmes non académiques (comme ceux qui sont plus orientés vers la profession ou la pratique) sont considérés comme une sorte de forme d'ES de seconde classe.

7. Cela inclut également des programmes de rattrapage pour ceux qui n'ont pas pu terminer l'éducation de base lorsqu'ils étaient plus jeunes.

La force des systèmes d'ES repose sur la diversité des établissements d'enseignement supérieur. Alors que certains établissements sont davantage axés sur la production de connaissances, d'autres donnent la priorité à l'enseignement professionnel. Si toutes ces options sont nécessaires pour répondre aux besoins d'apprentissage et de formation de nos sociétés, nous devons veiller à ce qu'elles ne soient pas proposées d'une manière qui nous empêche d'utiliser ce que nous avons appris dans un programme pour promouvoir nos expériences d'apprentissage dans un autre type d'établissement ou de programme. Les **mécanismes de reconnaissance** (y compris la reconnaissance de l'apprentissage informel et non formel, des modalités d'apprentissage non traditionnelles et de l'apprentissage par l'expérience) ainsi que la possibilité de **transferts** entre établissements et programmes doivent être favorisés par des cadres de qualifications, des normes et des principes, ainsi que des mécanismes d'évaluation efficaces. Les dispositions réglementaires qui limitent les parcours flexibles et l'articulation entre les programmes et les établissements doivent être supprimées.

4.6. **La technologie au service d'un enseignement, d'un apprentissage et d'une recherche efficaces**

La prochaine phase d'avancées technologiques impliquant les dispositifs numériques et les communications est susceptible d'accélérer, d'améliorer et de transformer les innovations en cours dans les pratiques curriculaires, pédagogiques et d'évaluation. L'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, l'analyse des données, les plateformes collaboratives, la réalité virtuelle, l'internet des objets et la technologie des grands livres de distribution offrent des moyens prometteurs d'améliorer et d'enrichir l'expérience d'apprentissage des étudiants sur le campus et à distance. Ce sont également des outils puissants pour ouvrir de nouvelles voies de recherche, y compris celles de la recherche interdisciplinaire, et ils peuvent aussi avoir un impact transformateur important sur la refonte du travail disciplinaire, comme c'est le cas de ce que l'on appelle actuellement les **humanités numériques**. Pourtant, la technologie n'est pas une solution miraculeuse, mais une plate-forme à l'appui d'approches novatrices en matière d'enseignement, d'apprentissage et de recherche. L'utilisation des technologies avancées nécessite un nouvel état d'esprit chez les membres du corps enseignant et une formation adéquate. Les technologies avancées de l'information et de la communication nécessitent de nouvelles configurations de l'infrastructure physique (salles de cours d'apprentissage actif, studios de conception, etc.) qui sont plus adaptées aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage innovantes.

Section 5.

**Naviguer vers
2030 et au-delà**

Pour se réinventer, les systèmes et institutions d'ES ont besoin d'une réflexion, d'un dialogue, de décisions et d'actions renouvelés. Nous appelons toutes les parties prenantes - au sein ou en relation avec l'enseignement supérieur - à soutenir la vision de l'UNESCO (section 2) et à considérer ou adopter les principes et caractéristiques identifiés dans les sections 3 et 4.

Le processus de réinvention des EES doit être ouvert aux transformations dans divers domaines: de la restructuration des politiques à la refonte des priorités et des programmes organisationnels, en passant par l'engagement de ceux qui veulent partager des valeurs, des pensées, des sentiments et des actions pour construire un avenir meilleur dans leur propre contexte local et dans le monde. Par le biais de leurs trois missions principales, les EES doivent remplir leurs devoirs publics en contribuant à construire des sociétés qui surmontent les défis dérivés du paysage actuel en évolution (section 1). Les EES doivent contribuer à éliminer toutes les expressions de destruction et de violence - qu'elles soient naturelles ou sociétales -, à cultiver l'éthique humaine et le respect de la diversité et du pluralisme, et à assurer la durabilité, l'équité et la paix dans le monde, en tenant compte des besoins des générations actuelles et futures et en particulier de celles qui sont confrontées à des situations désavantageuses ou vulnérables.

La WHEC2022 est l'occasion d'**approfondir une conversation mondiale** par le biais de valeurs démocratiques communes et d'un engagement envers les objectifs publics de l'ES afin de construire ensemble des futurs partagés dans un seul écosystème mondial : plus sûrs, plus justes, plus démocratiques et plus durables. En même temps, nous créons des espaces pour la diversité et le pluralisme par le biais de feuilles de route locales, voire institutionnelles. Les groupes locaux (dans les régions, les pays ou les institutions) devraient évaluer leur propre paysage et leurs défis - par rapport aux caractéristiques d'une feuille de route mondiale partagée - et définir leurs propres priorités, objectifs et voies d'action pour atteindre ces objectifs.

Pour avancer, nous devons conserver un sentiment d'urgence : soit nous agissons maintenant, soit l'humanité et la planète risquent de se retrouver face à un abîme. Pour commencer, nous proposons quelques approches pratiques pour progresser, en transformant le dialogue en action et en résultats concrets :

- Des objectifs ambitieux et un suivi attentif des progrès accomplis dans leur réalisation
- Assurance de la qualité et amélioration continue dans le domaine de l'enseignement supérieur
- Parcours d'apprentissage flexibles, reconnaissance, mobilité et internationalisation
- Recherche et innovation en matière d'ES associées au développement des capacités institutionnelles
- Production, diffusion et utilisation renouvelées des données d'ES
- Une conversation et une collaboration mondiale sur l'ES
- La coopération internationale au service d'objectifs communs
- Un calendrier pour les années à venir

5.1. Des objectifs ambitieux et un suivi attentif des progrès accomplis dans leur réalisation

L'ODD 4 définit déjà des cibles spécifiques pour le secteur de l'éducation, y compris l'ES. Les cibles qui nécessitent une mention spéciale dans le contexte des institutions et des systèmes d'ES sont les suivantes : 4.3 (égalité d'accès à tous les types de programmes d'ES), 4.4 (compétences pertinentes pour l'emploi, emploi décent et esprit d'entreprise), 4.5 (inclusion : genre, personnes handicapées, peuples autochtones, enfants en situation vulnérable), 4.7 (apprentissage pour le développement durable et la citoyenneté mondiale), 4a (environnement d'apprentissage efficace et inclusif), 4b (bourses pour les pays en développement, en particulier les petites îles et les pays africains) et 4c (rôles du personnel enseignant dans l'apprentissage, la recherche et la sensibilisation de la communauté).

La Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de 2022 peut devenir un tremplin pour faire un bond vers l'expansion et l'approfondissement des progrès vers les objectifs souhaitables pour l'ES, en gardant à l'esprit deux échéances : 2030 (échéance de l'agenda de développement 2030) et 2050 (année cible proposée par le rapport Futurs de l'éducation). Pour approfondir les objectifs, il convient de déterminer tous les autres aspects pertinents concernant le rôle de l'ES dans le contexte de l'ensemble du système éducatif et sa contribution aux 17 SDG, comme l'aborde, par exemple, le rapport EGU2030. Une autre orientation consiste à envisager les engagements par rapport à l'année 2050, en gardant à l'esprit la vision de l'UNESCO (section 2) ainsi que les principes directeurs et les caractéristiques proposés ci-dessus pour une ES réinventé (sections 3 et 4).

5.2. L'assurance qualité et l'amélioration continue dans le domaine de l'enseignement supérieur

Dans un contexte de la diversité et l'évolution rapide de l'ES, les efforts pour assurer une amélioration continue restent importants. Cependant, il est inapproprié de chercher une approche unique pour l'assurance qualité. Reconnaître la diversité de l'offre académique et des parcours d'apprentissage associés est crucial pour avoir une compréhension significative de la qualité et de son assurance. Les systèmes d'assurance de la qualité doivent embrasser la diversité des offres et mettre en évidence la pertinence et la reconnaissance des diplômes comme une dimension clé de la mesure.

En même temps, les mécanismes d'assurance qualité peuvent être des leviers importants pour le changement de l'ES. Pour que ce soit le cas, ils devraient aider à rendre visibles les domaines où le changement est particulièrement urgent ; par exemple : (i) l'adoption d'un changement de paradigme selon lequel tous les types d'apprentissage se complètent et s'additionnent, (ii) la normalisation et la reconnaissance des parcours d'apprentissage flexibles soutenus par des structures pertinentes et crédibles (charges de travail significatives et réalisables) qui sont également requises pour les dispositions alternatives, (iii) la diversité dans le développement curriculaire en se concentrant sur les gains d'apprentissage et en ne se limitant pas aux compétences disciplinaires mais en renforçant le sens profond d'une expérience éducative et le développement de compétences transférables, (iv) travailler avec les membres du corps enseignant pour leur permettre de se concentrer davantage sur l'apprentissage des étudiants que sur l'enseignement et les rendre capables de faire le lien entre les préoccupations académiques et les problèmes de la vie réelle, (v) une gestion institutionnelle qui maintienne des liens réguliers, significatifs et importants avec les parties prenantes et qui soutienne l'agenda de l'intérêt public, (vi) développer les cadres réglementaires qui facilitent l'intégration et l'articulation entre les différents modes de fourniture de l'ES ; (vii) intégrer des contenus et des pratiques pertinents pour l'enseignement et la recherche et les relier systématiquement à la responsabilité sociale.

5.3. Parcours d'apprentissage flexibles, reconnaissance, mobilité et internationalisation

L'évolution du paysage de l'enseignement supérieur conduit à une plus grande diversité des programmes universitaires et à la nécessité de fournir des parcours d'apprentissage flexibles par la reconnaissance de tous les types d'apprentissage. La mobilité internationale accrue des étudiants a donné lieu à une "deuxième génération" de conventions de reconnaissance régionales des diplômes de l'UNESCO ainsi qu'à la [Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications](#). Les pays doivent reconnaître l'importance de la ratification et de la mise en œuvre de ces conventions, en créant des outils pour soutenir la reconnaissance, la mobilité et la coopération. La Convention mondiale complète les conventions régionales, en soutenant la reconnaissance et la coopération entre les régions du monde. Le passeport européen de qualifications pour les réfugiés (EQRP) et, dans d'autres régions, le passeport de qualifications de l'UNESCO (UQP), faciliteront la [reconnaissance des qualifications des réfugiés et des migrants vulnérables](#). La mobilité virtuelle des étudiants et l'offre transfrontalière de haute qualité feront partie intégrante de nouvelles formes d'internationalisation plus durables sur le plan environnemental, sachant que l'avenir sera un mélange hybride de mobilité physique et virtuelle.

5.4. Recherche et innovation en matière d'enseignement supérieur associées au développement des capacités

Peu de centres de recherche ont pour objet d'étude l'ES, et la plupart d'entre eux sont rattachés à des universités des pays industriels les plus riches. L'une des tâches à entreprendre après la WHEC2022 - avec le soutien des donateurs internationaux, des gouvernements, du secteur privé, des organisations de jeunesse et de la société civile - serait d'encourager et de soutenir les pays et un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur du monde en développement à créer ou à renforcer des centres de recherche spécialisés dans les questions et les politiques de l'enseignement supérieur et à proposer des programmes de développement des capacités institutionnelles pour soutenir les responsables universitaires. Dans un premier temps, ces centres pourraient être organisés autour des chaires UNESCO et des réseaux UNITWIN existants et fournir des ressources financières et techniques pour la recherche et le développement dans leurs domaines respectifs.

Ces centres sont nécessaires car les EES et les systèmes sont devenus vastes et complexes, nécessitant un leadership innovant, des cadres efficaces pour la prise de décision et une gestion expérimentée. Ces centres devraient mener des recherches et des analyses politiques distinctes de la nouvelle gestion publique, qui tend à analyser les universités et autres EES comme s'ils étaient censés fonctionner comme n'importe quelle autre organisation commerciale. Il est essentiel de reconnaître la mission de bien public et la spécificité des EES qui fonctionnent comme des communautés d'universitaires et de chercheurs, et qui ont bénéficié d'une longue tradition de gouvernance partagée et d'autogestion. Les centres de recherche proposés contribueraient à développer un ensemble de connaissances pertinentes pour fournir aux systèmes et institutions d'enseignement supérieur des orientations politiques adéquates afin de garantir qu'ils sont dirigés et gérés de manière efficace pour répondre aux besoins de la société et soutenir les ODD.

Conformément à la [recommandation de l'UNESCO de 2021 sur la science ouverte](#) et à l'engagement en faveur de l'"ouverture", non seulement à la connaissance mais aussi à la société dans son ensemble, les établissements d'enseignement supérieur encourageront de plus en plus la science ouverte. Cela nécessitera une coordination avec les académies nationales des sciences et les associations de chercheurs en début de carrière. L'évolution des cultures de recherche et l'importance du partage, de la collaboration et de l'engagement avec les autres chercheurs et la société devront être prises en compte lors de la révision des systèmes d'évaluation de la recherche et des carrières. Cela permettra de les aligner sur les principes de la science ouverte (c'est-à-dire la transparence, l'examen, la critique et la reproductibilité, l'égalité des chances, la responsabilité, le respect et l'obligation de rendre des comptes ; la collaboration, la participation et l'inclusion ; la flexibilité et la durabilité).

5.5. Production, diffusion et utilisation renouvelées des données de l'enseignement supérieur

Les données comparables au niveau international qui suivent les lignes directrices internationales sur la classification des programmes d'éducation sont un élément clé pour un dialogue politique éclairé tant au niveau mondial que national. Cependant, les données actuellement disponibles sont loin de ce qui existe pour les autres niveaux d'enseignement. Le défi le plus important n'est pas seulement de combler les lacunes existantes, mais de repenser ce qui devrait être systématiquement produit pour faire face aux transformations actuelles subies par l'ES. Des ressources devraient être mobilisées pour renforcer les capacités de production, de diffusion ouverte et d'utilisation des données pour la prise de décision à tous les niveaux.

Nous devons aborder les conséquences de la réinvention de l'ES pour la production de données. Ces conséquences sont les suivantes

- L'importance d'une perspective d'apprentissage tout au long de la vie dans le cadre de l'ES, étant donné les changements démographiques et les tendances qui remettent en question l'hypothèse selon laquelle l'ES ne se produit que juste après avoir terminé l'enseignement secondaire. Les données sur la participation à l'ES ne sont pas toujours collectées par âge, ce qui empêche de comprendre la participation des étudiants adultes. De plus, les enquêtes prédominantes auprès des ménages peuvent ne pas recueillir de données sur la fréquentation réelle ou exclure les populations adultes des éléments d'enquête associés.
- L'importance de garantir une production de données de haute qualité au niveau national, qui est à son tour affectée par les priorités institutionnelles et les capacités de tous les EES (publics, privés, autres) à produire, traiter et utiliser systématiquement les données. Une désagrégation pertinente pour l'analyse internationale (revenu, ethnicité, âge, etc.) nécessite des indicateurs cohérents au niveau national.
- L'émergence de approches plus flexibles et diversifiées pour fournir et délivrer des qualifications d'ES, y compris des micro-certificats ; une présence plus forte de l'offre à distance ; une diversité de programmes d'orientation (académique, professionnelle, mixte, axée sur les compétences, etc.) ; et la nécessité de s'assurer que toute expérience éducative va au-delà des objectifs étroits pour façonner notre développement en tant qu'êtres humains et citoyens du monde.
- L'attention portée à la mobilité internationale et aux questions relatives à la reconnaissance des diplômes et des qualifications, notamment le partage d'informations et l'échange de données sur les systèmes d'enseignement supérieur, comme le stipulent les conventions régionales et mondiales de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications concernant l'ES.
- L'équilibre entre la disciplinarité, l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité, compte tenu de la complexité du monde et des exigences sur le marché de l'emploi, qui sont de plus en plus axées sur la formation d'individus complets et de citoyens responsables.
- L'impératif d'aborder systématiquement et globalement la question de savoir comment garantir que les connaissances et les données permettant de les produire soient toutes deux librement accessibles. Dans la plupart des cas, la recherche scientifique est financée par des ressources publiques et il n'y a donc aucune raison pour que ses résultats ne soient pas accessibles au public.
- La valeur de la blockchain et d'autres technologies Web3, qui constituent un changement de paradigme pour l'enseignement supérieur, car elles peuvent permettre aux individus de contrôler leurs propres données d'apprentissage et d'emploi.

5.6. Conversations et collaborations mondiales sur l'enseignement supérieur

Le dialogue sur les politiques, programmes et pratiques d'ES est une plateforme fondamentale pour apprendre, briser les paradigmes et construire des objectifs communs et des moyens de les réaliser. La Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de 2022 vise à promouvoir un dialogue sur l'ES fondé sur l'échange de connaissances et de pratiques, dans un contexte de diversité et de pluralisme. Le défi pour toutes les parties prenantes - au sein ou en lien avec l'ES - est de gérer les différents points de vue (parfois contradictoires) de manière constructive, d'adopter des objectifs communs et de développer des moyens de collaborer. Le dialogue et la collaboration devraient renforcer les synergies au sein des pays et régions voisins, mais aussi - compte tenu des possibilités offertes par la technologie - permettre de relier les gens du monde entier pour créer une citoyenneté mondiale fondée sur des valeurs humaines et un avenir commun.

Toutes les parties prenantes ayant des connaissances, une expérience et des valeurs partagées pour améliorer l'ES doivent être impliquées : les autorités universitaires ; le personnel de recherche et d'enseignement ; les étudiants et les organisations de jeunesse, les membres des réseaux professionnels, les experts travaillant dans la recherche (au sein et en dehors de l'ES), les autorités gouvernementales et les décideurs politiques (au sein des pays ou des organisations intergouvernementales) ; les responsables des programmes de service communautaire ; les représentants des organisations internationales et des banques de développement et les donateurs ; le secteur privé et les fondations ; les associations professionnelles ; les groupes de la société civile ; les communautés locales, les organisations sociales, les mouvements sociaux, les organisations environnementales, les groupes représentant les minorités.

Un dialogue informé, efficace et constructif, ainsi qu'une véritable collaboration entre les parties prenantes concernées et diverses doivent devenir une activité permanente. L'échange de données factuelles entre les diverses parties prenantes renforce le potentiel du dialogue. Traditionnellement, la conversation est liée à la présence physique et temporelle. L'émergence de mécanismes de communication capables de surmonter les distances physiques a transformé cette situation de manière radicale. Aujourd'hui, et surtout depuis le début de la pandémie de Covid-19, l'échange à distance fondé sur les médias numériques s'est répandu de manière exponentielle et a permis la communication entre les parties prenantes de l'ES indépendamment de leur situation géographique. Les aspects clés permettant l'échange incluent l'utilisation de langues communes, la gestion de fuseaux horaires différents et le partage d'intérêts communs. En effet, nous ne devons pas négliger les différences de fuseaux horaires qui affectent la communication dans une certaine mesure et, surtout, nous devons garantir une dynamique équitable où chaque langue (et culture) peut participer avec sa propre voix.

De nombreuses initiatives ont eu lieu au cours des derniers mois. Par exemple, l'UNESCO a soutenu la préparation et le lancement du [rapport EGU2030](#) (février 2022), axé sur l'ES et les [ODD](#) ; le travail du groupe d'experts techniques (TEG), dont les membres ont préparé des documents de référence sur les principaux thèmes de la conférence, et la série de [discussions en ligne sur l'ES](#), également étroitement liées à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications concernant l'ES. En outre, des activités de consultation pertinentes ont été menées par l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes ([IESALC](#)), le Réseau de l'université du futur (UFN) et le Réseau universitaire mondial pour l'innovation ([GUNI](#)), dans le cadre de la Conférence mondiale 2022. D'autres initiatives de dialogue ont été promues par des organisations internationales telles que l'Association internationale des universités ([AIU](#)), l'Impact universitaire des Nations unies ([UNAI](#)) et la Journée mondiale de l'accès à l'enseignement supérieur ([WAHED](#)), entre autres. A ces espaces de dialogue s'ajoutent d'autres efforts et réalisations en cours comme ceux des [Chaires UNESCO et Réseaux UNITWIN](#) - présents dans toutes les régions du monde. Le dialogue doit en effet avoir lieu aux niveaux mondial, régional et national.

5.7. La coopération internationale au service d'objectifs communs

La coopération internationale est un moyen de s'assurer que les institutions et les systèmes d'enseignement supérieur deviennent plus efficaces pour garantir le droit à une éducation de qualité et contribuer à des sociétés durables. L'allocation internationale des ressources devrait viser à renforcer les partenariats de formes multiples (parmi les diverses parties prenantes liées à l'enseignement supérieur), la mise en réseau des individus et des organisations, et le renforcement des capacités pour soutenir les efforts et les résultats au-delà des projets spécifiques. Les systèmes d'ES doivent développer des cadres politiques, des ressources et des capacités pour les opportunités internationales. Les EES doivent intégrer la coopération internationale comme une dimension transversale dans leurs programmes et leurs unités organisationnelles. Parmi les aspects clés de la coopération, il convient de repenser les objectifs institutionnels pour faire face aux grands défis mondiaux présentés ci-dessus, un engagement partagé entre toutes les parties concernées (à l'intérieur et à l'extérieur des EES), le développement de programmes efficaces (pour la formation, la recherche, la responsabilité sociale) et la reddition de comptes.

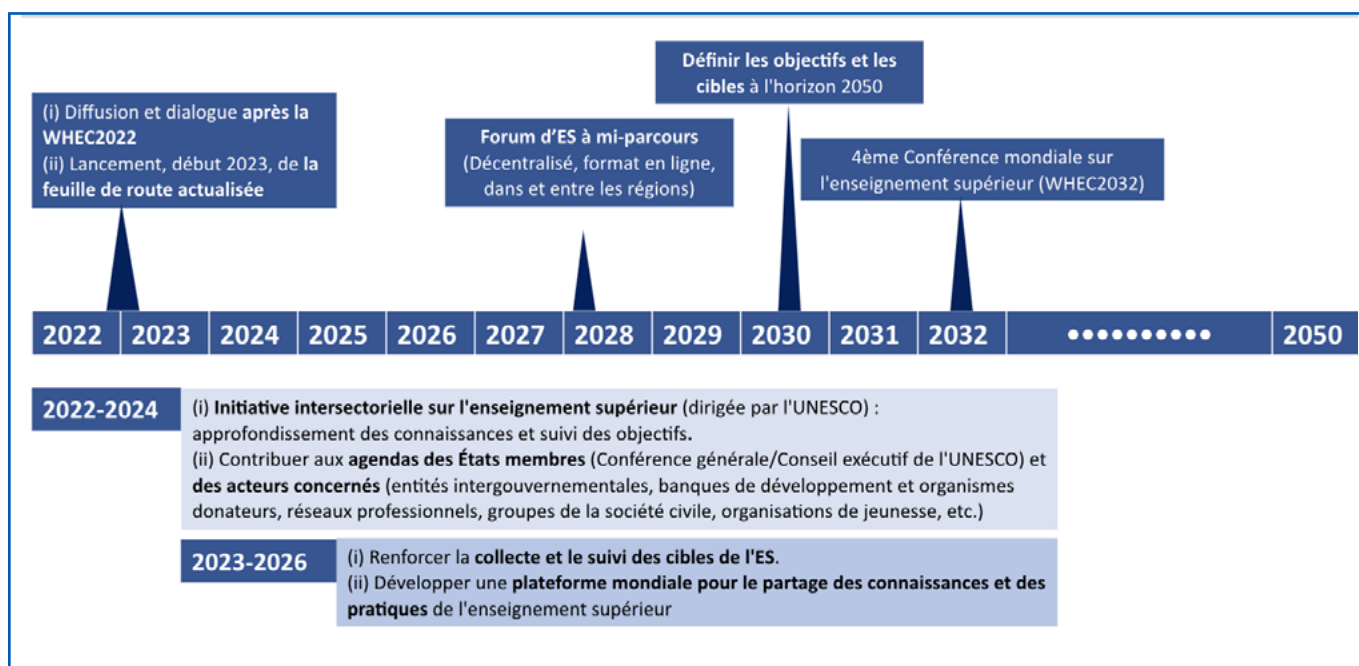
5.8. Un calendrier pour les années à venir

Enfin, pour définir les étapes futures et fournir des opportunités concrètes pour stimuler les engagements et les actions afin de continuer à avancer vers la réinvention de l'ES, cette feuille de route propose de lancer les initiatives majeures suivantes (voir figure 2) :

- **2022:** (i) Développer des initiatives de suivi de la Conférence mondiale pour en diffuser les résultats et promouvoir davantage le dialogue aux niveaux national, régional et mondial. (ii) Diffuser une version actualisée de la **feuille de route de l'ES** d'ici début 2023.
- **2022-2025:** (i) Concevoir et activer une **initiative intersectorielle d'ES** dirigée par l'UNESCO pour suivre les progrès vers les cibles de l'ODD 4, la contribution des EES à tous les ODD, en lien avec le mécanisme de coopération mondiale SD4 et les buts renouvelés de l'ES vers les objectifs de l'année 2050. (ii) Des mécanismes pour alimenter les agendas des États membres (par le biais de la Conférence générale et du Conseil exécutif de l'UNESCO) et des organisations intéressées (entités intergouvernementales, banques de développement et organismes donateurs, réseaux professionnels, groupes de la société civile, organisations de jeunesse).
- **2023-2026:** (i) Renforcer la **collecte de données et le suivi des objectifs de l'ES** en impliquant activement les organisations qui traitent et diffusent les données mondiales ainsi que les systèmes de production de données dans les États membres. (ii) Développer une plateforme mondiale (articulant les efforts régionaux) pour faciliter la production de connaissances et le partage de bonnes pratiques.

- **2027:** Organiser un **forum d'ES à mi-parcours** (avec une conception en ligne et décentralisée qui engage les participants et favorise l'échange et l'apprentissage au sein des régions et entre elles) pour réexaminer cette feuille de route, suivre les progrès et confirmer ou définir les priorités pour les années 2030 et 2050.
- **2030:** Définir les objectifs et les cibles de l'ES en tenant compte de l'avenir de l'éducation et des objectifs de l'année 2050.
- **2032 :** Organiser la 4eme Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WHEC2032).

Figure 2. Calendrier pour les années à venir



AU-DELÀ DES LIMITES

De nouvelles façons de réinventer l'enseignement supérieur

Organisée par l'UNESCO, en partenariat avec le gouvernement espagnol, la 3^{ème} Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WHEC2022) vise à rompre avec les modèles traditionnels d'enseignement supérieur et à ouvrir la porte à des conceptions nouvelles, innovantes, créatives et visionnaires qui non seulement servent les programmes actuels de développement durable, mais ouvrent également la voie aux futures communautés d'apprentissage qui surmontent les obstacles, s'adressent à tous et tiennent compte de la capacité d'apprentissage tout au long de la vie.

La WHEC2022 promeut une conversation globale alimentée par des récits divers sur l'enseignement supérieur à travers plusieurs activités : production et diffusion de connaissances ; formulation de recommandations politiques actualisées ; identification et échange de pratiques innovantes ; mise en réseau et renforcement des partenariats ; participation étendue des parties prenantes aux niveaux local et international (à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes d'enseignement supérieur : enseignants, chercheurs, jeunes, administrateurs, décideurs, fonctionnaires, experts, entrepreneurs, leaders sociaux, etc.) et l'élaboration de nouvelles voies encadrées par l'Agenda 2030 pour le développement durable et axées sur les futurs de l'éducation.

Section de l'enseignement supérieur

 <https://en.unesco.org/themes/higher-education>

 cum di audae sunt.@CUNESCO.com

 @UNESCO